

Maguy Guillien

Quelle vie !



SYLÉPSE

Maguy Guillien
QUELLE VIE !

Réalisé avec le concours des ami-e-s de
Maguy Guillien, d'Arlette et Jean-Louis
Auduc, de Bernard Ravenel, des Amis de
Tribune socialiste et des éditions Syllepse.

Les Amis de Tribune socialiste
40 rue de Malte, 75011 Paris

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Table des matières

- 7. Introduction, *par Arlette Auduc*
- 11. L'enfance et l'adolescence: la formation politique, *Extraits des «Mémoires»*
- 43. Un itinéraire politique, *Entretien avec Bernard Ravenel et Arlette Auduc*
- 58. *Le point de vue d'Yvan Craipeau*
- 59. Conclusion, *Interview par Arlette Auduc*
- 63. Quelle organisation pour les paysans-travailleurs?, *Critique socialiste*
- 103. Famille et sexualité dans le monde rural, *Critique socialiste*

INTRODUCTION

par Arlette Auduc

80 ans! Le moment de faire un bilan? Un bilan? Si ce terme signifie conclusion, fin, arrêt, il ne concerne pas Maguy Guillien que l'on peut encore rencontrer au petit matin, à Montreuil, distribuer des tracts à l'entrée du métro.

Disons alors, que, nous, ses enfants en militance, ses héritiers politiques, avons éprouvé le besoin de faire le point sur une vie riche de combats. Dans la période d'incertitudes et de confusion politique qui est la nôtre, il n'est pas inutile de chercher ce qui a fait la cohérence d'un parcours au service d'une certaine idée de la justice sociale, des droits politiques, de la solidarité entre les citoyens comme entre les peuples. Alors, nous nous sommes mis au travail: nous l'avons interrogée, nous l'avons lue, nous avons fouillé les archives, consulté les témoins et les acteurs. En chemin, nous avons rencontré l'Histoire, la grande et la petite, retrouvé des épisodes oubliés, croisé des noms illustres et des inconnus, et au passage, retrouvé notre jeunesse.

Il ne s'agissait pourtant pas de se laisser aller à la nostalgie, mais de redonner à voir toutes ces années de militantisme et de comprendre en quoi elles éclairaient nos combats actuels.

Et quelles années !

Tout commence dans les années trente, dans une Provence pas encore détruite par le tourisme et le fric, mais que l'on découvre tellement touchée par le contexte international, si proche de l'Italie fasciste et de l'Espagne de la guerre civile.

Dans ses «Mémoires» qu'elle a commencé à écrire et que nous publions en première partie, Maguy nous amène aux sources de sa formation politique, dans une région que le racisme et l'extrême droite ne gangrènent pas encore, où son père horticulteur accueille avec générosité les antifascistes italiens alors que sa mère aide leurs femmes, que l'engagement politique de leur mari ne met pas à l'abri du machisme. Le féminisme de Maguy a des racines profondes...

Puis, c'est l'engagement naturel et progressif de l'adolescente dans la Résistance qu'elle nous raconte dans l'entretien qu'elle nous a donné. Ah, Maguy, presque encore enfant, sur son vélo, allant ravitailler le maquis de l'arrière pays niçois, et la jeune infirmière de la Croix-Rouge qui prend les armes...

Retour à la «vie civile», il faut rattraper le temps perdu d'une jeunesse que la guerre a volée, mariage, enfants, départ en Belgique, divorce, retour dans le Midi, création d'une entreprise d'horticulture; ne passons pas trop rapidement: il ne devait pas être si facile pour une femme, de prendre sa vie en charge avec autant de courage, dans les années cinquante. Il y a des souffrances privées qui renforcent la détermination politique...

Très vite c'est la guerre d'Algérie, la résistante rejoint les résistants et milite pour l'indépendance. Dans ce combat, elle rencontre ceux qu'elle retrou-

vera plus tard au PSU et qui, avec d'autres, constituent une mouvance politique encore confuse et aux frontières imprécises, mais riche de perspectives.

En attendant, il faut élever les enfants et faire vivre une entreprise horticole. Inévitablement, Maguy rencontre le syndicalisme agricole. Pas celui, corporatiste et réactionnaire des syndicats traditionnels, bien sûr. Dans une région niçoise, où le communisme est encore très fort, elle aurait pu rejoindre le Modef. Trop simple, trop insatisfaisant surtout: il faut construire un nouveau mouvement progressiste, solidaire de la classe ouvrière certes, mais surtout ouvert sur le monde, sur de nouvelles solidarités, de nouvelles formes de luttes. Dans ce combat, elle rencontre les paysans bretons, ceux qui vont devenir les Paysans-Travailleurs (quel beau nom!) et elle rencontre le PSU.

On est en 1968, les étudiants niçois sont dans la rue, les «fascistes» aussi et on imagine l'enthousiasme de notre infatigable militante devant cette ébullition. C'est l'occasion d'un engagement politique de longue haleine qui se cristallise avec l'arrivée d'Yvan Craipeau sur la Côte d'Azur. Le «dinosauré trotskiste» a raconté dans ses Mémoires la militante dévouée qu'était Maguy et nous en reproduisons des extraits.

Dès lors, l'histoire de Maguy se confond avec de la commission nationale agricole (CNA) du PSU. Nous publions quelques textes. Il a fallu faire un choix; il ne nous satisfait pas: en fait, il faut écouter Maguy raconter, mémoire vivante des débats de la DPN, évoquer les uns et les autres (on aura la cha-

rité de ne pas tout imprimer...). Quel plaisir! Mais aussi, quelle richesse...

Et puis les désaccords, la rupture, le départ. Mais, pas d'amertume. Ce n'est pas le genre!

Arrivée groupée à la LCR. Maguy n'a jamais été trotskiste – qu'on se le dise – mais «marxiste révolutionnaire». On sait bien qu'elle n'y a jamais été vraiment à l'aise et que la «joyeuse pagaille» du PSU lui a toujours manqué. Mais, elle n'insiste pas trop, le combat a continué.

Et aujourd'hui? Il continue toujours. Les formations politiques étant en panne, reste la vie associative et ce qui est le fondement de toute sa vie militante: le combat pour les droits de l'homme. Alors, Maguy a rejoint la LDH où elle nous pousse, nous secoue, nous admoneste, jamais fatiguée, toujours sur la brèche, jamais donneuse de leçons, toujours soucieuse de nous aider de son expérience.

Alors que retenir? Comment conclure?

Les pages qui suivent décrivent un parcours militant étonnant par sa longévité et sa profonde cohérence. Elles ne disent pas grand-chose de la femme et de ses qualités. C'est pourtant cela qu'il faudra retenir. Féministe avant l'heure, construisant sa vie avec vaillance, elle nous donne surtout une leçon de courage et d'énergie.

Et c'est finalement à la femme et à l'amie que nous voulons offrir ces quelques pages, avec notre immense affection.

L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE :
LA FORMATION POLITIQUE

Extrait des «Mémoires»

Entre juin 1936 et septembre 1939, tous les événements qui secouèrent l'Europe arrivèrent jusqu'à nous, dans notre village de Mougins, par des voies diverses: journaux, discussions avec les notables, maire, curé, instituteur, médecin et aussi premières radios. Ils imprégnèrent notre vie, changèrent et bousculèrent tous les rapports de la vie sociale.

C'est d'abord la patronne de mon père, Madame Bridoux, qui débarque un beau matin avec sa dame de compagnie espagnole Cerita et qui nous annonce qu'elle est ruinée. En une seule nuit, sa fortune colossale, édifiée par feu son époux grâce à l'expansion coloniale en Extrême-Orient et en Orient, à la fin de la guerre 1914-1918, s'est effondrée.

Cette grande dame espagnole, incapable de gérer quoi que ce soit, avait confié ses intérêts à un homme d'affaire mystérieux, mêlé aux grands scandales financiers de l'époque, victime du crack boursier de 1929 aux États-Unis et de l'affaire Stavisky en France. Elle se trouve dépossédée de tous ses revenus et poursuivie par une multitude de créanciers.

Je la revois en pleurs dans la grande cuisine de la ferme des Grottes racontant à mes parents sa situa-

tion catastrophique, son désespoir de s'être séparée de ses domestiques à Paris, d'avoir fui son hôtel particulier, d'être sans nouvelles de son fils Jacques qui, séduit par l'Aventure, était parti en Espagne dans le sillage de ces «intellectuels rouges», comme «ce Malraux». En réalité, il avait réussi à se faire nommer correspondant de guerre de l'agence Havas. Sa seule raison de vivre dans cette tourmente où toutes les valeurs nationales et bourgeoises s'effondraient était ses deux filles Moumoune et Nenita, mariées toutes deux à de jeunes officiers français plein d'avenir, la première madame Georges Picot, la seconde madame Meric.

Pour ses petits-enfants, Évelyne et Léone Picot et Christian et Béatrice Meric, elle voulait encore sauver un patrimoine, ce domaine des Grottes si cher à son cœur et une autre propriété aux Iles Borromée, en Italie, seuls biens qu'elle comptait soustraire à tous ces requins acharnés à sa ruine : créanciers, fisc et débiteurs divers.

Nous étions habitués à d'autres visites de la patronne et de ses enfants. La villa se trouvait à mi-chemin de la colline, au milieu d'un magnifique jardin d'agrément, créé et entretenu par mon père. Une allée plantée de palmiers, bordée de massifs, partait de la route de Cannes-Valbonne en bas, traversait la frayère sur un pont rustique et aboutissait à la villa au pied d'un immense escalier de marbre d'où l'on accédait à une terrasse dallée s'étendant sur toute la façade de cette immense bâtisse toute blanche et de style italien.

Nous étions logés tout en haut de la colline, dans la ferme qui était le vieux mas de l'ancienne pro-

priété, plantée de vignes, d'amandiers, et de pêchers, d'une olivette, constituée par cinq lits de planches de lourde terre, maintenues par des murs de pierres sèches édifiés par des générations de paysans mouginois. De là, nous dominions la «propriété de rapport» et la «résidence des Grottes» et nous assistions aux arrivées saisonnières des patrons et de leurs domestiques.

Mon père avait été embauché sur sa renommée d'horticulteur par les Bridoux. Il pratiquait deux sortes de cultures, de la ferme jusqu'aux abords de la ville: des cultures florales de rapport, essentiellement sous serres, et au-dessous de la villa, entretenait des pelouses avec quelques orangers et mandarinières (c'était la transition entre le rapport et l'agrément). Le reste de ce jardin réservé entourait la bâtisse et allait jusqu'à la rivière parallèle à la route avec une pinède, des rochers, et une source. Mon père avait eu beaucoup de mal à convaincre M^{me} Bridoux et ses gendres de lui laisser aménager cette partie de la propriété en lui conservant un aspect assez sauvage et en utilisant les ressources du très beau paysage.

Ces gens avaient peu de goût, ou pas du tout. En militaires, ils voulaient tout régimenter et ordonner, leur seul souci étant la gloire d'avoir un jardin rivalisant avec celui de telle ou telle riche résidence où ils avaient été reçus: «Guillien, j'ai vu l'autre soir à la réception de Madame la générale X, un ravissant jardin japonais et une piscine. Ne pourriez-vous pas nous faire cela, ici, par exemple?»

Mon père, outre qu'il n'aimait pas les militaires, se contentait de hausser les épaules d'un air dubita-

tif, puis de leur répondre: «Avez-vous demandé à madame la générale combien lui ont coûté son jardin japonais et sa piscine?»

Cela coupait généralement court à tous leurs projets grandioses, car leur belle-mère, sujette à satisfaire les caprices de ses filles et de leurs époux, donnait toujours raison à mon père quand il chiffrait le coût de leur réalisation.

Déjà avant ce jour mémorable, nous avions entendu les plaintes et récriminations de la patronne sur la crise, la nécessité de réduire les frais et d'augmenter les recettes: Il fallait construire un atelier, acheter une camionnette pour livrer les fleurs à Antibes, installer des canalisations d'eau. Mais quand mon père avait prélevé son salaire et le salaire des employés, le produit de la vente des fleurs était dépensé. Et pour le paiement des factures, cela se soldait par: «Guillien, débrouillez-vous pour les faire attendre. Dites-leur de m'envoyer cela à Paris.»

Tout cela avec mille compliments sur l'état du domaine, la compétence de mes parents, la gentillesse des enfants, et la promesse de cadeaux que nous ne recevions jamais...

Le grand honneur qui nous était fait à nous les enfants, c'était d'aller jouer et goûter sur la terrasse avec les enfants Picot et Meric et leur gouvernante. Souvent, il y avait aussi des cousins de Madagascar: ils étaient toute une tribu, plus âgés que nous, et nous parlaient de leurs boys et de la vie dorée qu'ils menaient aux colonies.

Nana, étudiante suédoise, était la gouvernante (au pair) des enfants Picot, mais Cécile était hon-

groise et juive: elle était la nounou des enfants Meric, les plus jeunes du lot.

Quand les patrons étaient partis, Cécile montait à la ferme. Elle aimait beaucoup ma mère, mon père, les cousins et nous. Elle parlait de ce qui se passait en Hongrie, en Autriche et en Allemagne. Elle nous décrivait le sort qui était réservé aux juifs en Hongrie, elle affirmait que les nazis préparaient la guerre et qu'elle était venue en France pour échapper à tout cela. Aujourd'hui, on dirait qu'elle était politisée.

Elle parlait librement de ses patrons, des domestiques qui épousaient leur mentalité, et de son isolement. En même temps, elle nous racontait les conversations politiques qu'elle avait entendues de la bouche des patrons et de leurs relations. Ce qui nous effrayait le plus, c'est que tous ces gens-là souhaitaient un dictateur en France, pas un Hitler ou un Mussolini, mais un Franco, par exemple, pour nous débarrasser des rouges et remettre chacun à sa place.

J'aimais beaucoup Cécile, et quand elle venait discuter avec la maisonnée, souvent à l'heure du café, alors que nous pouvions aller jouer dehors et quitter la table, je restais à écouter et posais des questions; je ne comprenais pas tout, mais je sentais confusément qu'il y avait deux camps: l'un à la ferme et l'autre en bas, à la villa. Nous les enfants, nous étions en dehors de ces affaires-là, mais cela cesserait un jour ou l'autre.

C'est sans doute pourquoi ma mère et Cécile me disaient: « Va donc jouer pendant qu'il en est encore temps, mais surtout ne raconte rien de tout cela aux

enfants.» Cette confiance me les faisait aimer d'autant plus, et je me gardais bien de dire quoi que ce soit aux autres.

Nous étions six à la ferme, ma grand-mère Alphonsine Loffron confite dans la religion et sans cesse atteinte de divers maux, soumise à des régimes qu'elle tentait d'imposer à toute la famille. C'était encore une très belle femme, brune aux yeux bleus. Elle passait le plus clair de son temps dans la grande chambre du haut, au-dessus de la salle commune. Elle y avait installé ses meubles et tous ses souvenirs. Elle tapait avec sa canne pour se faire monter ses tisanes et souvent son repas. Ma mère, Aimée, devait sans cesse grimper l'escalier pour répondre à ses appels et entendre ses jérémiades.

J'étais l'aînée, turbulente et déjà contestataire. Je n'écoutais guère les conseils et les plaintes de ma «mémé», mais tentais d'aider ma mère dans ses multiples tâches, plus attirée par les travaux et la vie de la ferme que par l'école.

Ma petite sœur Denise par contre était douce et craintive. Elle écoutait la mémé, passait des heures auprès d'elle à lui tenir compagnie, à réciter des chapelets et des litanies. Aussi Alphonsine disait que nous étions le jour et la nuit, que j'étais comme mon grand-père Rapinat un «suppôt de Satan».

Mon frère Pierre est né aux Grottes. C'était un gros bébé blond et bouclé. Il braillait assez souvent, et Alphonsine prétendait «qu'il avait sûrement quelque chose».

Mes parents avaient la grande chambre d'en bas, séparée de la salle commune par un couloir. Il y avait dans un coin le lit de ma petite sœur, dans un

autre, le lit de Pierrot, et près de la fenêtre un coin bureau où étaient rangés tous les papiers et les comptes d'exploitation.

Dès leur arrivée aux Grottes, mes parents ont dû embaucher des «commis» qui logeaient dans deux chambres à l'autre bout de la ferme avec une entrée indépendante, un escalier extérieur en bois et un vestibule assez vaste, sorte de petit débarras où s'entassaient de vieilles malles pleines de livres, de vieux habits et objets divers.

Ces deux garçons avaient à peine seize ans quand ils débarquèrent de Bourgogne à Mougins – Jean Blot, fils de vigneron, qui voulait devenir jardinier et Gaby Juillet, orphelin qui voulait lui aussi apprendre un métier et se fixer ensuite sur la côte d'Azur où tous les riches s'installaient, ce qui permettait d'espérer de bonnes situations.

Mon père les appelait le matin, très tôt pour travailler à la fraîche. Il préparait lui-même le café, allait en porter une tasse à ma mère ainsi que le premier biberon de Pierrot. Ensemble avec ses deux hommes, il discutait à mi-voix des travaux à faire. Ils descendaient tous trois sur le chantier.

Comme je dormais au-dessus de la chambre de mes parents, à côté de celle d'Alphonsine, j'entendais tout ce remue ménage et souvent ma grand-mère me faisait lever en me disant de descendre lui faire chauffer sa tisane et dire à la mère qu'elle se sentait mal, qu'elle avait cauchemardé, etc.

Je descendais quatre à quatre et tombais sur ces trois hommes et, avec force gestes et grimaces, transmettais le message de la mémé. Paul me chargeait de remonter avec le bol de tisane et de tâcher

de la faire patienter jusqu'à huit heures, car ma mère et les deux petits avaient besoin de dormir. La mémé furieuse, trouvait la tisane trop chaude, trop amère, et m'obligeait à faire ma prière à genoux devant un vieux crucifix accroché sur la cheminée. Elle me faisait recommencer car j'en oubliais la moitié. Je disais que j'avais envie de faire pipi et me sauvais enfin débarrassée de cette corvée.

Je partais en courant rejoindre mon père et les commis dans le jardin plein de rosée, d'oiseaux qui pépiaient. Jean et Gaby ne se gênaient pas pour peser contre Alphonsine qui embêtait tout le monde dès le matin. Mon père me disait d'aller chasser les moineaux du champ de vigne et de pêcher et de remonter à la cuisine. Vers les huit heures, je remontais et rentrais à la cuisine où étaient arrivées la mère Dalco – qui descendait tous les jours du village pour aider ma mère aux travaux ménagers et s'occuper du bébé – et une autre italienne, la mère Pouzanelli qui venait comme cueilleuse de fleurs et une fois par semaine pour faire la lessive, ces deux femmes traînant avec elle leur dernier-né. La mère Dalco était veuve et n'avait que deux fils; le plus jeune, Sperino, qui avait cinq ans, avait souffert et marchait difficilement.

La mère Pouzanelli avait un enfant tous les ans bien que son mari émigré et antifasciste, sans cesse accusé de tous les chapardages commis dans la commune et en butte aux poursuites de gendarmes, soit régulièrement conduit à la prison de Grasse, puis jugé et expulsé. Les gendarmes le reconduisaient jusqu'à Vintimille. Là, il leur faussait régulièrement compagnie, revenait se cacher dans quelque

cabane où sa fidèle épouse allait le rejoindre la nuit. Malgré toutes leurs ruses, les bonnes âmes du village avaient tôt fait de renseigner la maréchaussée et, au premier vol de lapins, les pandores se saisissaient de ce suspect sur mesure.

Pourtant, la mère Pouzanelli continuait à vivre et à mettre au monde, de la façon la plus naturelle, les fruits de cette vie conjugale mouvementée.

Si on ajoute à cela le racisme, la pauvreté, et l'analphabétisme dont étaient victimes ces réfugiés d'origine piémontaise, on aura une idée de leur sort dans cette Provence où ils arrivaient à pied, un baluchon sur l'épaule à travers les chemins de bergers. Ils cherchaient une ferme qui leur assurerait un toit, de quoi manger; en échange ils offraient leurs bras, sans même parler de salaire.

Ils étaient mal vus, car ils prenaient le travail aux Français dans cette période chômage; ils choquaient les travailleurs en train de revendiquer pour des lois sociales, accordées ensuite par le Front populaire. Les gens de droite les embauchaient pour les exploiter en ayant pitié d'eux, mais en essayant de les dresser contre les rouges, bien qu'ils se soient tous enfuis de l'Italie à cause des exactions fascistes et qu'ils aient été pour la plupart communistes ou libertaires.

Paysans ou maçons, ils étaient mal vus sur les chantiers où ils acceptaient de travailler à n'importe quelles conditions pour assurer la nourriture de leur famille, mal vus dans le village à cause de leurs idées et de leurs mœurs différentes.

Ce n'est que peu à peu qu'une solidarité s'est créée, que les récits de ce qui se passait réellement en

Italie ont rapproché les travailleurs français et italiens. L'instituteur communiste a joué un rôle important dans cette évolution.

Il s'occupait des enfants italiens après les heures d'école, allait voir les familles les plus pauvres pour les persuader d'envoyer régulièrement leurs enfants à l'école, car beaucoup travaillaient dès l'âge de 9 ou 10 ans, surtout avec les femmes chez les cultivateurs. Ils ramassaient les fleurs, les fruits et les légumes, manquaient l'école et beaucoup chapardaient quelques œufs ou fruits afin de les manger en cachette.

Les parents fermaient les yeux, mais quand un patron se plaignait et menaçait de mettre toute la famille dehors à cause des enfants, le père sévissait brutalement en leur administrant des volées de coups, en commençant par les plus grands; bien souvent, la mère recevait elle aussi une bonne raclée, car elle était supposée surveiller sa marmaille et lui inculquer la morale.

En Italie, les paysans étaient pour la plupart illettrés; seul un garçon, l'aîné en général, allait apprendre à lire et à écrire.

Les filles n'avaient jamais été à l'école. Elles apprenaient dès le plus jeune âge à faire comme leur mère: tous les travaux et toutes les servitudes réservées aux femmes. Elles devaient obéir au père, à la mère, et à leurs frères. Souvent le fils aîné s'arrogeait le droit de commander et de sévir contre ses sœurs et même contre sa mère.

En tout cas en France, l'obligation d'envoyer les filles à l'école posait le problème de la garde des enfants plus petits, alors qu'il n'y avait pas de

maternelles, et encore moins de crèches. Les bébés étaient élevés au lait maternel, trimbalés dans les champs dans un panier d'osier, et mis à l'ombre d'un figuier, à proximité du lieu où la mère trimait au gros soleil à sarcler, à désherber ou à cueillir les fleurs. Quand le bébé braillait, sa mère allait lui donner le sein et remettre un morceau de tulle en guise de moustiquaire au-dessus de ces étranges berceaux. Souvent la mère n'avait pas assez de lait et pour calmer l'enfant affamé, elle lui confectionnait un biberon d'eau sucrée additionnée de tisane de coquelicot.

Dès le début, ma mère et les voisines - comme Élisabeth Mouton, qui venait aussi travailler à nous faire des robes, à raccommoder les vêtements de la famille et des commis - s'étaient évertuées à faire comprendre à la mère Pouzanelli que tout cela était dangereux que l'on pouvait faire des biberons avec du lait. Finalement, elles avaient persuadé les Italiennes de laisser les bébés à la maison, à côté de mon petit frère.

La mère Dalco, très fière de ses connaissances nouvellement acquises en matière d'hygiène, préféra bientôt se consacrer au rôle de nounou de « Pierino »; elle aimait réellement les bébés, et peu à peu ma mère lui fit entièrement confiance et lui laissa la haute main sur l'organisation de cette crèche improvisée.

Peu à peu les Italiennes du village ayant appris ce qui se passait à la ferme des Grottes arrivaient chez nous pour demander du travail, mais mon père ne pouvait pas employer toutes ces femmes malgré les plaidoiries de nos deux matrones.

Finalement, grâce à la diplomatie de ma mère et d'Élisabeth, seules la mère Dalou et la mère Pouzanelli restèrent comme employées, mais leurs copines leur confiaient souvent un autre enfant, surtout quand il était malade. Elles venaient rechercher leur progéniture vers le soir quand les autres finissaient leur journée. Elles apportaient des cadeaux – mouchoirs, tricots, paniers d'osier ou chapeaux de paille – dont il ne fallait pas trop chercher la provenance...

Elles en profitaient pour raconter les potins du village, se plaindre de leurs maris, de leurs maternités incessantes. Elles demandaient comment il était possible d'avoir moins d'enfants sans se faire avorter. Elles parlaient des femmes françaises qui se débrouillaient mieux qu'elles en la matière. Peu à peu, entre femmes, elles apprenaient beaucoup de choses et changeaient leur mode de vie en s'intégrant au nôtre qui représentait pour elles le paradis à côté des conditions qu'elles avaient connues jusqu'à leur venue en France.

En échange, elles nous apportaient des connaissances sur la façon de se soigner avec les plantes, de reconnaître les maladies des hommes et des animaux, d'utiliser et de conserver les légumes, le poisson, et les viandes, de fabriquer les pâtes que nous adoptions aussi.

Même le soir, nous étions parfois dérangés par quelque gosse venant demander du secours pour arrêter le drame qui se déroulait chez lui. Le père, rentré ivre, terrorisait toute la famille.

Mon père se levait alors de table à contre cœur, demandait à Gaby de l'accompagner et, plutôt que

d'aller chercher les gendarmes comme le demandait le gosse, ils allaient au cabanon voir ce qui se passait, maîtriser le forcené, et ne revenaient que lorsque la paix était rétablie dans le foyer.

Bien souvent c'était chez des Siciliens qui habitaient non loin des Grottes. Toute la famille était mal vue des Piémontais ou Pérugins majoritaires parmi ces immigrés. Le père était maçon épisodique et, de plus, qualifié de fasciste et soupçonné d'être venu en France espionner les autres. La mère Scarampi était mise à l'écart de la solidarité des femmes italiennes. Tout le monde disait qu'elle vivait comme une «bête».

Une nuit, sa fille aînée âgée de douze ans arrive en courant, appelle «Madame Paul, madame Paul, venez vite. Ma mère a besoin de vous; elle va accoucher et elle m'envoie chercher la paille!»

Ma mère se lève et lui demande: «Qu'est-ce que c'est cette histoire de paille?» «Bien, répond la gamine, d'habitude on prépare le coin à l'écurie, mais cette fois c'est venu trop vite; elle va tout salir par terre, nous n'avons plus de paille propre.»

Ma mère attrape alèse, serviettes, et tout ce qu'elle pense nécessaire à cet accouchement impromptu et part sur les talons de la gamine. Mais c'est quand même dans un coin de l'écurie que la mère Scarampi a tenu à mettre au monde son dixième enfant, disant au fur et à mesure à ma mère ce qu'elle devait faire et se lamentant sur tout ce beau linge souillé alors que la paille, «on la jetait au fumier sans problème».

La vie aux Grottes était marquée par ce va et vient incessant de gens venus d'ailleurs, qu'ils aient

gravité autour des patrons de la villa, comme Cécile et Nana, ou de notre famille, à la ferme du domaine.

L'histoire contemporaine, nous la vivions tous les jours à travers les récits et les drames qui frappaient deux mondes qui commençaient à s'affronter: les riches et leur crise économique et le peuple des travailleurs avec sa pauvreté et sa misère.

La Côte d'Azur était en plein essor touristique, et le village de Mougins, à 8 kilomètres de Cannes, dans l'arrière-pays se transformait rapidement. Les familles provençales qui possédaient la plupart des terres de cultures, vignes, oliviers, et fleurs à parfum, se contentaient de cultiver ce qui se trouvait autour de leur mas et vendaient peu à peu les parcelles disséminées dans les collines.

C'est là que les gens du Nord et les étrangers construisaient des villas et plantaient des jardins d'agrément. Comme c'était la mode de l'exotisme, les collines d'orangers, d'oliviers et d'amandiers qui se trouvaient en plein midi face à la mer se sont trouvées ravagées et remplacées à grand frais par une flore disparate. Les sentiers et les chemins muletiers qui serpentaient à travers toutes ces propriétés pour aboutir au sommet où est perché le village avec ses remparts sarrasins et son église au clocher carré disparurent peu à peu, coupés par les clôtures et les haies de cyprès.

J'avais cinq ans en 1929, quand la commune a fait la nouvelle route qui partait des Baraques et arrivait au village. Elle était destinée à desservir toutes ces villas. Le maire de l'époque, Lavabre, parisien et médecin, se vantait d'être poète. Il se promenait toujours avec un grand chapeau de feutre noir, des

pantalons de velours, et une grosse cravate de soie, une lavallière.

Il connaissait des artistes comme Picabia: le jour de l'inauguration de cette route, tout Montmartre avait rappliqué à Mougins, et c'est ainsi que naquit le boulevard Courteline, et que les Baraques devinrent le Val-de-Mougins.

Picabia habitait au cœur du village, dans une bicoque près de la cure. Il avait pour voisin le bedeau Justin. Il avait peinturluré la façade de sa maison de motifs relevant plus des graffitis de carabins que du grand art, avec des couleurs criardes: cela faisait rire les uns et crier les autres au scandale. Picabia peignait aussi de vrais tableaux et avait fait naître des vocations artistiques dans le village, ainsi celle du garde-champêtre Gottelob qui appelait Picabia «Maître» et déambulait à travers les rues de Mougins avec son chevalet sous le bras. Il s'installait souvent sous le grand ormeau et peignait des heures entières les scènes et les personnages qui passaient là.

Quant à Justin, le bedeau, pour contrecarrer l'art profane et licencieux du peintre, que dénonçait le curé, il s'était mis à peindre des images pieuses, des ex-voto sur des bouts de bois et de carton. Quand il avait fini de sonner les cloches et de servir la messe, Justin allait à la pêche et aux champignons dans les environs. Il venait souvent aux Grottes pour nous vendre ses récoltes et nous montrer ses œuvres. Il colportait aussi tous les potins du village et commentait tous les événements de la commune. Il ne parlait que le provençal et le latin.

Le maire, Lavabre, s'était gagné la sympathie des provençaux, car nos Mouginois étaient plutôt à gauche, assez anticléricaux, mais ouverts à tout ce qui touche la culture et les distractions de toutes sortes. Il s'était imposé comme jeune médecin dévoué, avec des idées et des méthodes nouvelles, mais, rusé, il ne se moquait jamais des remèdes de bonne-femme et des traditions locales. Il s'était fait élire maire en conservant tout un conseil municipal composé des notables des vieilles familles.

Sa popularité était réelle malgré son côté farfelu et ses prétendus «miracles médicaux» : Il oubliait de faire payer ses visites aux pauvres en leur disant gentiment de voter pour lui aux prochaines élections.

À «tous les arriérés» qui faisaient chorus avec le curé pour le dénigrer ou aux communistes qui «embrigadaient la jeunesse et les émigrés italiens», il opposait toutes ses réalisations: l'eau courante au village, le lavoir municipal, les urinoirs, le tout-à-l'égout et les fosses septiques qui avaient remplacé le ramassage naturel des seaux hygiéniques dans ce fameux chariot à tinettes qui était ensuite déversé dans les vignes et les oliviers des collines.

Évidemment, le village avait gagné en propreté, mais toute cette avant-garde intellectuelle et parisianiste avait apporté au village un sentiment d'infériorité chez tous ceux qui gardaient, en même temps que leurs habitudes, leur goût pour leur propre culture, le parler provençal, les grandes réjouissances communautaires qui marquaient les fêtes religieuses aussi bien que le 14 juillet, la fête des Olives ou la fête de l'Oranger.

Le samedi soir, on jouait aux cartes dans les cafés; on discutait de la politique et des événements intérieurs et extérieurs au village.

Le dimanche, il y avait bal sur la place, mais ce n'était plus les joueurs de flûte et de galoubet accompagnés des tambourinaires qui faisaient danser les farandoles, les quadrilles et les polkas. C'était le charleston et les premiers rythmes du jazz qui faisaient virevolter jusqu'à minuit la jeunesse du pays.

Les vieux musiciens n'arrivaient pas à jouer correctement ces rythmes-là sur leurs instruments. Les jeunes qui voulaient apprendre à jouer de la flûte ou du saxophone et de la batterie allaient quand même apprendre le solfège et l'harmonie vers ces vieux qui un ou deux soirs par semaine donnaient leur savoir gratuitement, dans l'arrière-salle du bar-tabac.

Jean et Gaby s'étaient inscrits dans cette curieuse école et, après le repas du soir, ils nous montraient leur progrès. Ils devinrent rapidement les meilleurs musiciens du pays.

Ils avaient gagné la sympathie des vieux parce qu'ils trouvaient la musique provençale très belle et s'étaient mis à jouer de tous ses instruments: Jean, la flûte traversière, le galoubet, le fifre, et Gaby frappait le tambourin aussi bien que le père Gandolfe, tueur de cochon par ailleurs sur le territoire de Mougins, Mohans-Sartoux, et La-Roquette.

Mais où jouer cette musique traditionnelle qu'ils avaient appris à aimer avec d'autres jeunes du pays?

Il n'y avait plus que le curé et les femmes du chœur paroissial qui chantaient tous les chants traditionnels à l'occasion des fêtes comme Noël et le pèlerinage de Notre-Dame-de-Vie. Les hommes ne

mettaient jamais les pieds à l'église sauf en ces occasions, car les chants, les danses et les agapes liés au culte religieux relèvent autant du paganisme antique que du catholicisme en Provence. Les filles Mouton et leur mère étaient les *prima donna* du chœur et nos commis et leurs copains eurent tôt fait de se joindre à elles pour utiliser l'église et ses rites afin d'y jouer les airs anciens.

Le curé était ravi de pouvoir rivaliser avec le maire sur le plan artistique. Il organisait des fêtes à toute occasion et fermait les yeux sur les licences et entorses aux bonnes mœurs qui avaient lieu aussi bien à l'église qu'au bistrot. Lui-même aimait bien les femmes, la bonne chère, et le Bon Dieu par-dessus le marché !

L'antagonisme politique entre le maire anticlérical (donc de gauche) et progressiste et le curé, considéré comme défenseur de l'obscurantisme et passéiste, accentuait la division en deux camps de toute la population, cela au détriment de toute la culture populaire locale, si proche de celle des émigrés italiens dont elle s'enrichissait d'autres coutumes, plutôt que de s'y substituer.

Afin de plaire aux touristes riches qui commençaient à venir sur la Côte d'Azur l'été pour les bains de mer aussi bien que l'hiver pour profiter de la douceur du climat, les municipalités s'aperçurent que la «couleur locale» faisait recette, et qu'il fallait remettre sur pied ce «folklore» en voie de disparition pour en tirer profit.

Le maire de Cannes, Capron, avait cette préoccupation. De plus, érudit et peintre, il aimait sincèrement son pays qu'il parcourait en calèche, s'arrê-

tant pour fixer sur sa toile quelque coin sauvage, quelque mas typique ou quelque personnage de terroir.

Il parlait avec tout le monde. Il n'était pas «fier». Les pêcheurs du port, les fleuristes, les cultivateurs de la Croix-des-Carges, du Cannet et de Mougins le voyaient souvent arriver de grand matin sur son cheval camarguais et s'arrêter pour discuter avec eux et même partager le casse-croûte matinal et le vin blanc de clairette.

C'est pour satisfaire un réel besoin de tous ces gens qu'il fit édifier le marché aux fleurs, tout près de la mairie, et le marché Forville où pêcheurs et cultivateurs venaient vendre directement leurs récoltes.

Mon père allait lui-même toutes les deux nuits vendre ses paniers d'anémones à la criée d'Antibes qui avait lieu de minuit à deux heures du matin et souvent plus tard ; ensuite il repartait avec la camionnette sur Cannes et, à cinq heures, il livrait le reste des fleurs non emballées pour l'expédition, mais mises en douzaines, à ces dames du marché. Le grand Paul avait acquis non seulement la renommée du meilleur horticulteur mais aussi celle de fleuriste.

Un jour que nous étions tous dans le jardin en train d'ébourgeonner les cinq mille pots de chrysanthèmes, nous voyons arriver Monsieur Capron sur son cheval gris. C'était un bel homme brun aux yeux verts, avec une courte barbe et des moustaches bien taillées.

Rien à voir avec la statue équestre en granit rose qui trône dans le square du lycée Carnot et qui est

sensée rappeler aux Cannois la mémoire de leur fameux maire.

Après le repas, le maire, conquis par les connaissances de mon père en matière de botanique et de sciences naturelles, lui dit: «Guillien, il faut que vous entriez à la société d'horticulture, vous en savez plus que tous ces diplômés de Versailles et ces architectes paysagistes qui nous foutent le pays en l'air!» et encore: «Ces gens-là méprisent nos Provençaux mais ils nous importent des essences rares d'Amérique et aussi la fourmi argentine et d'autres insectes qui se développent mieux sur notre sol que les plantes en question.»

Mon père encore réticent à se lancer dans les réunions, les expositions et les rencontres était quand même conquis par les arguments du maire. Ce n'est qu'au café que ce matois de Capron exposa les véritables projets qui lui tenaient à cœur: ouvrir des débouchés nouveaux à la production florale; faire de Cannes un lieu de fêtes populaires où les touristes comme les gens du pays trouveraient leur compte. C'est ainsi que naquit l'idée des batailles de fleurs avec des chars, des fêtes de la Saint-Pierre pour les pêcheurs, de mimosa au printemps, etc. Mon père devrait contacter d'autres producteurs, aider les fleuristes à garnir les chars et à faire des bouquets convenables. Il saisit alors cette occasion pour parler de la mévente qui commençait à devenir cruciale, de l'utilisation des fleurs en fin de récoltes et peut-être aussi de la nécessité de donner du travail à tous les chômeurs qui hantaient en longues files les abords du marché et de la mairie, le matin, à la recherche de quelque subside.

À cette époque-là, Capron leur faisait distribuer des repas chauds servis sur le port par une roulante. Il prélevait un impôt municipal, le «sou du pauvre» sur les gains des jeux au casino. Beaucoup avaient honte de cette aumône et préféraient courir gratter la peinture des yachts et aller dans les campagnes ou sur les chantiers quémander une heure ou deux de sale boulot.

Mon père n'aimait pas plus Lavabre, que le curé, ou Capron. Il était en quelque sorte un humaniste libertaire, mais le souci d'aider ses semblables le rendait très tolérant envers eux, quelles que soient leurs idées et leurs nationalités. Il pestait toujours contre les «bourgeois, les riches et les nantis et ceux qui leur servaient de larbins». De même, il tempérait l'enthousiasme des jeunes qui croyaient déjà que tout allait changer et qui se disaient socialistes ou communistes mais se chamaillaient entre eux en vantant les mérites respectifs des dirigeants de l'époque. Par contre, la maison était toujours ouverte à tous ceux qui fuyaient la répression à cause de leur engagement politique, qu'il soit d'accord avec eux ou pas. Nous en avons vu défiler quelques-uns à la ferme venant d'Italie comme d'Espagne à la fin de la guerre civile.

C'est au cours de la grande fête des groupes musicaux et des chœurs de la Jeunesse internationale qui eut lieu à Cannes que nous avons découvert la réalité du nazisme et du fascisme.

La fête avait débuté par des défilés de groupes folkloriques venus de toutes les régions de France et d'Europe sur la croisette et dans la rue d'Antibes à Cannes. Il y avait des chars de fleurs commandités

par les grands hôtels, les associations, et même les régiments stationnés dans la région. Les fanfares défilaient en jouant des airs martiaux. La foule, contenue par des palissades, envoyait des petits bouquets à tous ces jeunes en costumes multicolores et les jeunes filles et les jeunes gens des chars en faisaient pleuvoir sur la foule.

Nous avons participé à l'élaboration de trois chars, avec Mimi et les voisines, travail qui s'était effectué dans le grand garage, la nuit précédant la fête, afin que les fleurs restent fraîches. Nous avons eu droit à l'estrade municipale avec tous ceux et celles qui avaient collaboré à cette œuvre collective.

Nous avons de jolis paniers pendus au cou par des rubans roses ou bleus et remplis de bouquets. Nous allions en offrir à tous ces beaux messieurs et dames assis sur les gradins et quand nos paniers étaient vides, nous allions derrière l'estrade en puiser dans de grandes corbeilles. Il y avait aussi des boissons à rafraîchir, et nous buvions de la limonade. Les personnes à qui nous offrions les bouquets nous glissaient des pièces de monnaie et des sachets de bonbons.

Les chars et les groupes passaient plusieurs fois de suite et bientôt Jeannette Negrin et moi, avec les plus dégourdies, nous étions au premier rang et lançions nos bouquets comme la foule. Nous visions les embouchures des trombones et autres instruments, et nous nous amusions comme des folles chaque fois que nous réussissions notre envoi: les ceilllets tressautaient au souffle puissant des musiciens.

Parmi les groupes invités, il y avait une escouade de «Balillas», des gamins de huit à douze ans, tout habillés de brun et de noir, encadrés par des militaires bottés: c'étaient les jeunesses fascistes. Ils marchaient au pas de l'oie, le cou raide, et chantaient Giovinezza. Ils ne riaient pas et, de temps en temps, sur un signe de leur tambour major, ils criaient: «*Viva Il Duce*» en brandissant le bras droit en avant, tous ensemble comme des mécaniques.

Chaque fois qu'ils passaient, certains les applaudissaient mais, dans la foule, il y avait des cris hostiles de plus en plus nombreux, des coups de sifflets, des huées.

Des hommes et quelques femmes qui brandissaient des pancartes et des drapeaux rouges étaient parvenus à franchir les palissades, juste devant la tribune. Ils criaient «Les fascistes, dehors! Du pain, la paix, la liberté», «Capron, va chez Benito». Dans la foule, ces cris étaient repris par d'autres. Des gens se tapaient dessus à coups de poing et de cannes.

La tribune s'était vidée en un clin d'œil. Mes parents nous avaient prestement récupérées et, avec Mimi et quelques pêcheurs, nous nous étions réfugiés sur le port. Je ne sais pas comment la bagarre s'est terminée, mais nous entendions de loin un chant que mon père chantait quelques fois avec d'autres airs quand il endormait mon petit frère. Ce chant-là avait le don d'exaspérer Alphonsine: c'était *l'Internationale*.

Le soir à la maison, les discussions avec les commis et Cécile avaient duré bien longtemps; notre sommeil agité par tout ce que nous avions ingurgité

était de plus interrompu fréquemment par des éclats de voix.

En 1938, la crise battait son plein. Madame Bridoux n'était pas seule à avoir perdu en un jour toute sa fortune. À Mougins, au quartier des Boères, deux autres grands domaines s'étaient développés avec une armée de jardiniers et domestiques. Notre-Dame-de-Vie, propriété des Guinness (bière), juste en face des Grottes, et le domaine des Burton, financier américain.

Eux aussi avaient coupé les vivres à leurs gérants, et les employés se trouvaient à la rue et sans travail.

Donc, nous étions encore des privilégiés, car nous avions un toit et, malgré la mévente des fleurs, mon père et ma mère étaient arrivés à garder nos jeunes commis jusqu'à leur départ à l'armée en leur assurant le logement, la nourriture et un peu d'argent de poche.

Les gendres de la patronne étaient officiers au Maroc et en Indochine. La villa était occupée le plus souvent par Cécile et les enfants Meric – Christian et Béatrice –, par Nana et Léone, rescapées du Georges Philipar. Madame Bridoux, accompagnée de sa fidèle Cerita, Marie-Madeleine Meric et sa sœur faisaient de courtes apparitions pour voir leurs enfants et les gouvernantes.

Souvent, quand il n'y avait plus d'argent, Cécile venait demander aide à mes parents pour nourrir «ses petits». Elle déplorait la façon dont sa patronne se déchargeait sur les Guillien et sur elle-même. D'ailleurs, ni madame Bridoux ni ses filles ne se gênaient pour venir manger à la ferme quand elles débarquaient à l'improviste.

Cela mettait mon père et ma mère en rage, de même que Cécile qui nous racontait comment tout ce monde-là vivait par ailleurs et nous décrivait tous ces visiteurs qui se réunissaient épisodiquement à la villa. C'étaient des journalistes, des hommes politiques, réactionnaires et nationalistes, dont la préoccupation principale était de renverser la gauche au pouvoir en France. Nenita était leur jeune et belle idole. Intelligente et passionnée, elle contribuait à rassembler ces gens-là autour de la revue *Notre Prestige* et faisait se rencontrer des gens aussi divers que le maréchal Pétain, Deloncle, le jeune Fourcade, et des hommes politiques animant *Gringoire* et appartenant au groupe clandestin des cagouleurs. Le personnage principal et énigmatique s'appelait Navarre. De la ferme, nous ne cherchions pas trop à savoir ce que faisaient tous ces gens-là. C'était le côté sans gêne et folklorique des amis de Nenita qui provoquait l'hostilité et le mépris. Nous ne les prenions pas au sérieux, mais personne ne les aimait, car ils dérangent nos habitudes et gênaient le travail de cette communauté laborieuse qui vivait sur la terre du domaine.

Chez nous, d'autres personnes passaient et nous donnaient les nouvelles de ce qu'ils vivaient réellement depuis le Front populaire en France, mais aussi en Italie et en Espagne, avec l'installation de Mussolini et l'insurrection de Franco.

Quelques fascistes s'étaient installés à Mougins. Le coiffeur, qui était l'agent recruteur du consul italien à Cannes, s'occupait des immigrés les plus pauvres et des enfants rejetés par l'école. Il offrait de

l'argent et toutes sortes de facilités à ceux et celles qui voulaient sortir de leur misère.

Ainsi, la mère Dalco avait deux fils dont le plus jeune, Sperino, était handicapé. Il avait un pied déformé à la suite d'un accident mal soigné. À l'âge de huit ans, il n'avait jamais mis les pieds à l'école et il s'échappait régulièrement de l'hôpital ou de l'orphelinat où les «bonnes sœurs» l'avaient pris en grippe.

Le coiffeur avait réussi à convaincre sa mère de le confier au consul qui le placerait dans un superbe centre à Vintimille où il serait soigné et éduqué convenablement.

De plus, elle recevrait une importante somme d'argent si elle signait pour son enfant un engagement à rester Italien. Il lui avait montré des photos et lu des tas de témoignages de veuves qui avaient fait la même chose et remerciaient le consul de tous ces bienfaits. Comme elle ne savait ni lire ni écrire, elle avait mis une croix au bas d'une page et, le jour même, son cher petit lui fut enlevé et envoyé en Italie sans qu'elle puisse savoir où il allait.

Mais un jour son inquiétude au sujet de Sperino l'avait poussé à aller trouver *il signor* Consol pour lui rendre l'argent et lui demander de revoir son fils. Elle fut mise poliment à la porte par quelque employé subalterne qui lui dit: «Vous avez vendu votre fils. Maintenant, c'est le gouvernement qui s'en occupe. Venez ici, on vous donnera de ses nouvelles. Quand il saura, il vous écrira.»

Cette pauvre femme était arrivée en larmes à la maison, mais que pouvions-nous faire sinon la reconforter et lui donner quelque espoir?

D'autres femmes du village avaient fait la même chose, parfois poussées par leur ivrogne de mari largement débiteur des tournées offertes par le coiffeur.

La mère Dalco, honteuse de ce qu'elle avait fait, voulait se venger directement. Elle avait acheté une bouteille de vitriol et s'appêtait à la jeter à la figure du figaro fasciste en pleine rue !

Le père Agatti, ancien compagnon de Benito quand ils étaient tous deux «socialistes libertaires» et réfugiés en Suisse, était là quand ce drame éclata. C'est un personnage: le vrai anarchiste de l'époque.

Comme il avait vécu avec sa compagne Marie et ses deux enfants, Jean et Andrée, à côté de La Pergola avant que nous ne venions aux Grottes, nous le connaissions bien.

Marie était loin de partager les idées et les façons de vivre de son compagnon.

Il était maçon, mais ses bagarres sur les chantiers, ses démêlées avec la police qui venait le cueillir chaque fois qu'une bombe ou qu'un attentat anti-fasciste éclatait dans la région, lui avaient fait une réputation bien au-dessus de la réalité.

Cependant, Marie était devenue une amie de ma mère. Quand son homme lui rendait la vie impossible, elle se réfugiait chez nous avec ses deux enfants. Agatti, calmé par mon père, venait lui faire mille promesses, et elle repartait avec lui.

Quand nous sommes partis de La Pergola, Agatti avait trouvé du travail au Maroc. Nous recevions des cartes postales de Marie, des photos. Nous pensions ne pas les revoir de si tôt.

Mais, un beau jour, Marie débarqua aux Grottes avec ses deux petits. Elle avait réussi à mettre un petit magot de côté à l'insu d'Agatti et à lui fausser compagnie. De plus, elle pensait qu'il ne pourrait pas revenir de si tôt, car il s'était fait mettre en prison à Tanger à cause d'une bombe qui avait ravagé le consulat d'Italie...

Après quelques jours passés à la ferme, nous avons réussi à lui trouver un logement au village et du travail. Mais après deux mois de tranquillité, Agatti débarqua à son tour un beau soir. Il s'était enfui et avait toutes les polices aux trousses.

Mon père accepta de le cacher et lui fit promettre en échange de laisser Marie tranquille ainsi que les enfants. Donc, Agatti était là par hasard avec d'autres jeunes Italiens antifascistes du village en train de discuter de leur projet d'aller se battre en Espagne, quand la mère Dalco racontait son drame. Aussitôt, Agatti s'érigea en justicier et rameuta ses compagnons pour s'occuper du coiffeur...

Agatti avait une prestance incontestable. Son sens de l'honneur, sa bravoure, et son dévouement, faisaient oublier ses autres défauts. De plus, il était bel homme, grand rouquin aux yeux bleus, toujours vêtu d'un pantalon de velours côtelé, retenu par une ceinture de flanelle rouge. Coiffé du chapeau de feutre noir des Piémontais, il savait parler aux hommes aussi bien qu'aux femmes de sa belle voix grave. Il buvait sec, mais personne ne l'avait vu ivre en public.

Quelque temps après, Agatti et son équipe ayant disparu, pendant une nuit paisible, quelques maisons du village, dont la boutique du coiffeur, furent

mises à sac, les fascistes notoires qui les habitaient laissés dehors avec des bras et jambes cassés et le crâne fendu. Le coiffeur, dans le coma, se retrouva à l'hôpital pour un bout de temps. Malgré l'enquête des gendarmes, personne ne sut rien sur cette affaire.

Les victimes refusèrent de porter plainte et débarassèrent le village de leur présence, au grand soulagement de tous. La mère Dalco laissa sa bouteille de vitriol sur l'appui de sa fenêtre, comme toutes les femmes italiennes restant seules la nuit, afin de se défendre contre d'éventuels courtisans nocturnes par trop entreprenants.

Nous n'avons jamais su pourquoi Agatti était retourné au Maroc avec ses recrues et, en plus, avait réussi à convaincre Marie de le rejoindre, de laisser sa fille en pension à Grasse et Jean, manœuvre sur un chantier. Sans doute, l'expédition punitive avait fourni les fonds nécessaires pour monter là-bas une nouvelle entreprise de puisatiers, très prospère d'après les lettres de Marie, car, en plus du reste, Agatti était sourcier. Il trouvait tout avec son pendule.

Jean partit bientôt faire son service au fort de Rimplas dans les Chasseurs alpins. Nous allions quelquefois en ballade à Saint-Étienne-de-Tinée, le dimanche, et nous passions la journée dans le village avec le jeune soldat en permission.

Nous mangions dans l'auberge, pleine de soldats et de leurs familles. Les paysans du coin venaient jouer aux boules sur la place ainsi que les bergers. Ils venaient parler avec les gens du littoral, boire l'apéritif, et échanger les nouvelles.

Pour arriver là-haut, nous partions très tôt de Mougins. La camionnette était chargée depuis la veille au soir, aussi bien de cadeaux pour Jean que de commissions pour les montagnards qui résidaient là, coupés en partie du monde civil. Toute cette région frontalière était zone militaire et soumise au contrôle et à l'administration de l'armée. Il fallait franchir deux ou trois barrages de la sécurité militaire. La camionnette était fouillée. Il était interdit d'avoir des appareils photographiques, des journaux communistes, etc. Mon père exhibait son livret militaire aux malheureux Sénégalais ou même Annamites qui gardaient ces barrages. Il pestait contre l'armée (qui envoyait ces «pauvres bougres» se geler dans les montagnes sans même comprendre ce qu'ils étaient venus y faire).

Au dernier barrage, un sergent remettait un papier qui nous donnait le droit d'aller à Saint-Étienne et de nous promener alentour.

Après le repas, nous allions en compagnie des soldats faire une promenade. Nous grimpons par un sentier jusqu'en haut d'une montagne. Là entre les rochers, nous apercevions la face italienne. Jean nous passait ses jumelles, nous expliquait que c'était là que se trouvaient les forts italiens. Nous distinguions les tourelles des canons, quelquefois même des formes humaines qui se déplaçaient comme nous, dans les rochers d'en face.

En revenant, les hommes parlaient de la guerre. Nous étions tous anxieux. Je serrais très fort la main de Jean qui riait de nos craintes. Il nous disait: «Si Benito leur donne l'ordre de nous tirer dessus, ils vont tous jeter leurs armes dans la Tinée, et leurs

officiers avec. Ils ne veulent pas faire la guerre à leurs cousins. Tous les jours, il y en a qui désertent pour venir se cacher chez quelque famille d'ici. Nous, on a l'ordre de les arrêter pour les envoyer à la légion étrangère, mais on les laisse courir leur chance.»

Parmi ces jeunes déserteurs, le jeune Sperino Dalco, devenu infirmier militaire par la grâce de Benito, débarqua une nuit chez sa mère à Mougins. Bien qu'agé à peine de 16 ans, il avait tenté sa chance et retrouvé le chemin de la liberté. Grâce à cette fraternité des gens de la montagne et à la complicité de la population, ces jeunes étaient cachés, nourris. Plus tard, ils rejoignirent les premières compagnies de francs-tireurs et partisans qui libérèrent toutes les Alpes de Provence et du Piémont.



UN ITINÉRAIRE POLITIQUE

Entretien avec Bernard Ravenel et Arlette Auduc

Quel est l'itinéraire qui t'as amenée au PSU?

Mes débuts de prise de conscience politique, je les ai eus très jeune, dans ma famille. Mon père avait fait la guerre de 1914-1918. Il en était devenu antimilitariste, pacifiste. Ma mère, qui était d'origine chrétienne, avait eu une évolution semblable pour des raisons assez différentes. J'ai été élevé, très jeune, avec des convictions politiques, dans un milieu très libre.

J'entendais les récits mon père. J'admirais mes parents, pas seulement pour leur éducation, mais aussi pour la vie qu'ils menaient. C'est leur exemple qui a guidé mes pas. Et très tôt, j'ai aimé ce milieu populaire dans lequel j'ai grandi, son travail, ses loisirs et surtout sa formidable solidarité. Nous habitons à Mougins. Mon père, qui avait eu de mauvaises années comme exploitant agricole, avait gardé ses terres mais était devenu intendant d'une propriété (les Grottes). C'était un horticulteur de grande valeur, il travaillait avec des commis originaires de suisse alémanique. J'ai été élevé dans ce milieu et ça m'a beaucoup influencée plus tard.

J'ai passé mon bac à Nice au début de la guerre. Mon père avait été mobilisé et envoyé dans les forts

des Alpes, à la frontière italienne en tant qu'ancien combattant, spécialiste en artillerie.

Dès avant la guerre nous avons été confrontés avec l'horrible réalité d'un camp de soldats républicains espagnols. On y allait avec mes parents et les commis tous les dimanches pour leur apporter du ravitaillement.

Après, c'est la guerre et la Résistance, comment y as-tu participé?

D'abord, avec mes parents. Au début, ce n'était pas grand-chose: essentiellement, une solidarité populaire.

On s'organisait au niveau du village pour protéger les gens qui allaient se cacher dans les villages de montagne. Il faut dire qu'à cette époque-là tous les villages de montagne abritaient des Italiens qui avaient été naturalisés par le Front populaire et qui avaient fui le fascisme. Le parti communiste était très influent dans ces communes dont les maires organisaient la solidarité avec les réfugiés. De plus, beaucoup de liguriens et de piémontais, opposants au fascisme en Italie, envoyaient leur fils faire leur dernière année à Nice pour passer leur baccalauréat (c'était un choix politique). On connaissait tous ces mouvements-là, on avait des liens avec les syndicats agricoles italiens (ceux qui organisaient les *brac-chiante*).

Il y avait aussi ce camp de réfugiés espagnols, au plateau de la Sarré, entre Grasse et Saint-Vallier. Comme je l'ai dit, le dimanche, on prenait la camionnette, qui appartenait à la patronne, et on y montait. On amenait ce que l'on pouvait: du ravi-

taillement, des paquets de cigarettes. C'était un immense camp de prisonniers gardé par des tirailleurs sénégalais: il n'y avait que des combattants qui avaient encore gardé leur uniforme. En fait, c'était un véritable camp de concentration. Leurs femmes et leurs enfants n'avaient pu partir avec eux. Peu à peu, les femmes sont arrivées dans le village, à la recherche de leur mari disparu. La plupart de ces hommes étaient des paysans qui ne demandaient qu'à pouvoir quitter le camp pour chercher du travail.

La Résistance est partie de là: de la solidarité à organiser pour tous ces réfugiés, italiens et espagnols pourchassés. Pour cela, dans le village, une organisation clandestine s'est mise en place.

Puis, au moment de la débâcle, nous avons connu un deuxième afflux de gens qui cherchaient à s'installer dans le midi: des Juifs d'Europe, de France, des Alsaciens-Lorrains qui avaient fui. Au lycée, on a même eu la fille du consul des États-Unis qui est restée jusqu'au moment où les États-Unis sont entrés en guerre.

Tous venaient parce qu'on était en zone libre. Mais il y avait la milice pétainiste (de jeunes chômeurs enrôlés comme supplétifs) qui faisait la chasse à tout ce qui était interdit.

Et toi, tu t'intègres dans un réseau?

J'étais encore au lycée. Il n'y avait pas de fac à Nice. Il fallait aller à Aix pour poursuivre des études. Pour moi ce n'était pas possible: mes parents n'avaient pas les moyens et mon père ayant été mobilisé, je suis restée à la ferme avec ma mère

pour faire marcher l'exploitation. Finalement mon père, malade, a été libéré. Cependant, la patronne était partie, les commis aussi, mon père était sans salaire, et la culture des fleurs n'était plus d'actualité. Nous avons vécu de la culture des légumes et nous avons pu mieux nous organiser pour aider, surtout les Italiens poursuivis comme communistes par le gouvernement français mais aussi par les fascistes. Après, il a fallu s'organiser pour ceux qui passaient la ligne de démarcation en fraude. On avait des filières qui venaient de la famille; mon oncle (qui avait repris l'entreprise de mon grand-père) vivait à Saint-Loup de Varennes, de l'autre côté de la ligne de démarcation. Il avait une entreprise à Châlons-sur-Saône, nous étions en relations constantes pour des questions de ravitaillement mais aussi pour des passages de la ligne.

Quel est ton itinéraire à toi?

On avait organisé un groupe de jeunes au lycée d'abord pour lutter contre la répression. Puis on a commencé à amener du ravitaillement aux gens qui étaient dans la montagne.

En 1941, le camp des soldats espagnols a été supprimé. Certains se sont engagés dans la Légion étrangère, mais beaucoup ont alors rejoint les maquis dans la montagne où il y avait les maires communistes d'origine italienne. Y arrivaient aussi de nombreux déserteurs de l'armée italienne qui rejoignaient leur famille déjà installée. Il faut redire que les seuls qui étaient organisés clandestinement dans les villages, c'était les communistes italiens qui

étaient devenus Français. Il y avait une réelle solidarité.

Puis rapidement, ont commencé à arriver, à la villa, des gens envoyés par on ne savait pas toujours qui, d'autres réseaux. Il fallait les héberger, les nourrir et qu'ils ne restent pas longtemps au même endroit. Le problème essentiel était donc pour nous celui du ravitaillement. Je faisais couramment 40 kilomètres à vélo, je savais où il fallait aller dans les villages pour trouver une place à ces gens-là, avec les bergers, puis pour les nourrir. À Mougins, il y avait encore cinq bergers auxquels mon père avait acheté des agnelles, pour voir venir.

Dans la montagne, il y avait une véritable organisation civile pour nourrir les gens avec les bergers français et italiens. Là-haut, la frontière n'existait pas vraiment.

Après le sabordage de la flotte de Toulon, il y eut de plus en plus de dangers. Il fallait être très méfiants d'autant que les Italiens ont occupé la région de Mougins: il y avait un régiment à Montsartou.

Ça a duré jusqu'à la fin de la guerre ?

Non, parce que mon grand-père est mort accidentellement. Mon oncle nous a appelés pour que nous venions occuper la ferme familiale dont il craignait la réquisition par les Allemands. La famille est donc remontée en Bourgogne et là, il a été très difficile de trouver des rapports avec la résistance. Celle-ci s'était beaucoup plus développée avec l'institution du STO et donc de ceux qui le refusaient. Pour ma part, j'ai d'abord eu des contacts avec des médecins. Quand j'ai quitté le midi, mes camarades

m'avaient conseillé de faire un stage à la Croix-Rouge pour pouvoir aider les blessés. Donc, à Châlons-sur-Saône, je me suis inscrite à la Croix-Rouge, j'ai obtenu un diplôme. Et j'ai pris contact avec des médecins, qui avaient peur d'être réquisitionnés par les Allemands, qui n'étaient ni de droite ni de gauche, mais qui pensaient qu'on ne pouvait pas laisser un blessé sans l'opérer et qui aidaient la Résistance.

Là, je suis vraiment rentrée dans la résistance active. Il y avait les refuzniks du STO, des Alsaciens de l'armée allemande qui désertaient. Avec mes camarades médecins, on organisait en pleine nuit les parachutages et on prenait contact avec les chefs venus de Londres, même si on ne les aimait pas. On les appelait les «traîneurs de sabre». Il faut dire que de Gaulle n'était pas prisé dans ces milieux populaires de la résistance. En fait, on assurait la liaison avec les clandestins: il fallait aller soigner les gens, s'assurer des fermes sûres où on pourrait se réfugier, assurer les contacts avec les maquis.

Après le débarquement, j'ai été incorporée dans l'armée de la Résistance, dans la 1^{re} armée française. J'étais dans le service de santé. Ils m'avaient donné le grade de capitaine, je crois. Je n'ai jamais attaché d'importance à ces questions de grade militaire. J'étais très antigauilliste, nous avons vu le mauvais côté de ces gens envoyés de Londres, qui étaient coupés du terrain et n'attachaient pas la même importance à la vie des hommes.

*Comment s'est fait ton engagement
politique entre 1945 et 1960 ?*

Je suis redescendue dans le midi où j'ai retrouvé tous mes anciens camarades, communistes ou autres. À ce moment-là, on voulait surtout vivre, rattraper le temps perdu: pendant la guerre, on était jeunes, mais on ne s'était pas beaucoup amusé. Très vite, j'ai épousé un Belge qui n'avait pas de situation et n'avait pas fait son service militaire (il avait la double nationalité). Il voulait être horticulteur, mais n'y connaissait rien. Finalement, nous sommes partis nous installer en Belgique. J'ai eu des enfants, j'ai divorcé... Et je suis revenue dans le midi, où j'ai créé une entreprise d'horticulture.

C'était les débuts de la guerre d'Algérie. J'ai retrouvé mes camarades de là-bas, que je connaissais bien. Je n'étais pas organisée politiquement. C'était un réseau très divers: anciens communistes, trotskystes et d'autres. On les retrouvera ensuite au PSU. C'étaient pour la plupart d'anciens résistants. Nous étions contre la guerre, nous allions manifester contre. J'allais témoigner pour les jeunes qui ne voulaient pas aller se battre et qui étaient arrêtés. J'étais en contact avec la Ligue des droits de l'Homme, sans y adhérer. C'est à ce moment que j'ai connu de Félice. Nous avions parfois une solidarité plus active avec le FLN, bien implanté dans les «bidonvilles» de la région.

Nous avons continué jusqu'en 1968. On faisait des réunions, on fêtait le 1^{er} mai. On allait manifester ensemble. Il y avait surtout d'anciens trotskystes. À Grasse, il y avait un groupe de camarades, surtout des artisans, avec notamment un forgeron

lié au milieu des parfumeurs, dont il réparait les machines. Militant de la CGT, ancien communiste, il nous a permis de nous ouvrir concrètement aux problèmes de la classe ouvrière. C'était une période intéressante, pas véritablement organisée, mais qui a permis de créer des réseaux, de regrouper des gens d'origine politique différente, très fraternelle. Et puis je me suis lancée dans le syndicalisme agricole.

Tout cela s'est concrétisé en 1968 avec mon adhésion au PSU.

Pourquoi décides-tu d'adhérer au PSU?

Parce qu'il y a eu un changement politique évident. Les jeunes se sont organisés, notamment les étudiants. On avait surtout des contacts avec les JCR...

Pourquoi alors le PSU?

J'avais pris contact bien avant, y compris pendant la guerre d'Algérie. Quand mes amis de la Ligue des droits de l'Homme ont adhéré au PSU, eh bien moi aussi. En plus, en septembre 1968, Craipeau est arrivé. Il a regroupé et organisé tous ces réseaux. Il est arrivé de Paris avec ses enfants après le décès de sa femme. Il a affermi notre formation, nous a apporté sa pratique des relations avec la classe ouvrière, son habitude des débats avec la CGT, notamment.

Le travail politique qui m'a été confié, à cette époque-là, c'était d'organiser les paysans en groupes Paysans-Travailleurs. On n'était pas un groupe fermé: des étudiants de la fac de Nice venaient avec nous pour se former. C'était Michel

Auriol, prof à cette fac, qui organisait notre formation politique, le soir.

Cette formation commune des étudiants et paysans à la fac, c'était très important. On s'organisait avec les étudiants pour repousser les groupes fascistes souvent organisés depuis l'Italie. Les paysans qui travaillaient la nuit, les fleuristes par exemple, avaient formé un groupe sur Antibes, et j'en faisais partie. Ils m'ont propulsé politiquement.

On a toujours travaillé avec des gens qui n'adhéraient pas au PSU. On a travaillé sur ce qui deviendra la plate-forme des Paysans-Travailleurs, on faisait des propositions. Mais c'est surtout grâce à Craipeau que le PSU s'est développé et est devenu incontournable, et pas seulement sur la question paysanne.

Tu continuais toujours à t'occuper des paysans?

Oui, j'étais dans ce milieu. J'apportais ma pierre. Le gros problème, c'était la question syndicale. Les paysans ne voulaient plus être représentés par la FNSEA, mais celle-ci gérait les organismes sociaux: toutes les caisses d'assurances sociales, il fallait donc soit en passer par là, soit construire une alternative. C'était le sens des groupes de Paysans-Travailleurs qui se créent à ce moment. Mais il ne fallait pas parler de syndicat. Les maos, nombreux au PSU, refusaient ce terme et ce type d'organisation. C'était les paysans en tant que groupe social qui les intéressaient et qui devaient créer librement de nouveaux modes d'organisation. On a eu des débats sans fin là-dessus.

Quelques années plus tard, en 1972, j'ai pu partir en Bretagne, travailler avec leur groupe de Paysans-Travailleurs. C'est cette même année que j'ai été élue à la DPN, au congrès de Toulouse. Avec Craipeau, on montait à Paris tous les deux mois pour y participer. Mais on continuait à militer dans les Alpes-Maritimes où le parti s'était considérablement développé. J'ai été candidate aux législatives à Cannes en 1973. J'ai fait 5%. On soutenait beaucoup les actions des travailleurs immigrés. Au plan national, c'est à ce moment-là que s'est créée la commission nationale agricole, (dont j'ai été chargée) à partir de la plate-forme des Paysans-Travailleurs que nous avons largement contribué à écrire. Tout cela s'est fait avec l'accord de Rocard qui, régulièrement, récrivait nos textes, très bien d'ailleurs.

Quels sont les problèmes qui se posaient à la commission agricole?

La première question a été celle des alliances. J'avais proposé de se rapprocher du Modef.

Pourquoi avec le Modef qui était dominé par le PCF, mais qui était très corporatiste?

Pas seulement. Ils étaient très actifs, ils organisaient les paysans progressistes en dehors de la FNSEA. Je lisais tous les journaux agricoles, notamment *La Terre* qui était un journal très répandu. On a oublié aujourd'hui l'influence que ce journal pouvait avoir et il menait une campagne très large à la fois contre la politique agricole officielle et contre la FNSEA. C'était la seule voix différente, en tout cas, aussi largement diffusée.

De toute façon cette alliance a été refusée, à la fois par les maos qui prônaient l'auto-organisation des paysans et par les trotskistes qui refusaient de travailler avec des staliniens. Mais, moi je disais, les paysans qui organisent des luttes et qui se défendent ne sont pas des staliniens. Partez un peu du travail à faire et des réalités du terrain !

La grande lutte, ça a été la bataille du lait. On en avait discuté avec Bernard Lambert, dès 1972, quand j'étais partie en Bretagne, faire la connaissance des Paysans-Travailleurs bretons. En 1974, ce fut une grande bataille, surtout pour les maoïstes, dans le milieu paysan.

Quelle était la nature des débats dans la commission agricole ou à l'extérieur ?

Ces débats étaient très riches, parce que très ouverts. J'avais organisé des jeunes dans plusieurs organismes agricoles, notamment à l'INRA, qui n'étaient pas forcément au PSU, mais qui y participaient. On constituait un intellectuel collectif sur ces questions, avec des paysans comme Ottagali et des intellectuels comme Bartolli, qui n'était pas au PSU mais qui était régulièrement invité. Son suicide a été très durement ressenti par nous tous.

Tous ces gens apportaient leur réflexion, leur expérience, on avait le temps de réfléchir ensemble. La seule difficulté, c'est qu'on n'avait pas beaucoup d'économistes qui s'intéressaient aux questions paysannes au PSU, à part Lipietz, bien sûr, ça nous a obligés à nous ouvrir à l'extérieur.

Les thèmes de débats étaient nombreux. Avec Bartolli, on a beaucoup réfléchi au rôle de l'État. Il

faut dire que c'était une période essentielle pour le monde paysan, celle où l'Europe prévoyait et organisait la disparition de la petite et moyenne paysannerie. On a beaucoup travaillé sur le rapport Vedel. Il fallait proposer des alternatives politiques. Pour cela on avait une importante action de formation, notamment historique. Il fallait rappeler les luttes et les acquis précédents, surtout ceux du Front populaire. J'ai pris contact avec des gens comme Guérin, pour assurer cette formation. Le Front populaire, c'est essentiel dans les conquêtes paysannes et c'était des acquis des luttes. Les paysans y ont gagné l'Office du blé, le droit de payer leur fermage selon les cours des denrées agricoles, etc. Et puis les conquêtes sociales de la Libération, notamment la Mutualité sociale agricole. Mais le problème ce n'était pas seulement de conserver ces droits mais de les dépasser et de répondre aux bouleversements qui se mettaient en place: la nécessité désormais d'avoir de plus grandes exploitations, donc d'acheter des terres, de planifier, de mieux organiser son exploitation. Et pas de s'adapter au mieux aux nouvelles exigences du capitalisme, mais de proposer autre chose. C'est pour toutes ces raisons qu'on a créé une revue, *Germinal*.

Comment la CNA a-t-elle travaillé avec Germinal ou Paysans en lutte? Quel est ton rôle ou celui du PSU dans tout cela?

Je n'étais pas seule. La CNA était très active, si bien qu'il y avait des gens intéressés par le PSU et qui adhéraient. Bernard Lambert, par exemple. Quant à Paysans en lutte, c'était surtout les viticul-

teurs du midi. On faisait des réunions avec eux. On a réussi à en convaincre quelques-uns qu'il fallait s'organiser. Mais les maos y étaient très influents, ils rejetaient toute forme d'organisation un peu structurée. Ils voulaient un grand mouvement de masse ouvriers et paysans. C'est ce groupe qu'on va retrouver à Montredon, dans l'Aude. Les problèmes des viticulteurs étaient réels et très profonds. Leur action s'est finalement terminée dans le sang.

Par contre, la guerre du lait a été exemplaire. On a organisé la première réalisation pratique d'union ouvriers et paysans (paiement des ouvriers qui ramassaient le lait, lait distribué au lieu d'être jeté). Évidemment, le rôle de Bernard Lambert a été essentiel dans cette affaire.

Et toi, sur quoi interviers-tu?

Je me déplaçais beaucoup. J'interviens avec les uns et les autres pour faire comprendre qu'un mouvement de masse confus ne mènerait à rien. Je menais le même combat au niveau du féminisme.

À Nice, on faisait des réunions avec les femmes des paysans sur les droits de la femme. On a fait là un vrai travail que je continue à croire essentiel. C'était important aussi pour les hommes: ils nous préparaient des crêpes pendant que leurs femmes discutaient politique! Ce n'était pas évident, mais c'est comme cela qu'on concevait le féminisme: il fallait que tous avancent ensemble.

J'étais fière aussi d'avoir fait voter la création de *Germinal*. On a animé de vrais débats à la DPN sur les problèmes agricoles, avec Ottagali mais aussi Mousel. La revue a été créée à la fin de 1973, avant

le départ de Rocard. Je m'occupais surtout de collecter les articles. Le comité de rédaction c'était essentiellement les membres de la DPN. Pour la rédaction, les membres de la CNA intervenaient sur les problèmes de leur région ou des questions plus spécifiques au PSU. On faisait appel à des intervenants extérieurs pour les questions plus générales : on a beaucoup discuté du rapport Vedel par exemple. C'était étonnant, on avait en gros 400 abonnés dont beaucoup, bien sûr n'étaient pas au PSU, c'était énorme. On a eu aussi des articles contre les quotas, sur le problème du salaire garanti des agriculteurs. C'était une revue de qualité. En même temps, moi, je veillais à la lisibilité des articles, au vocabulaire, il fallait que ce soit compréhensible par tout le monde. J'assurais les relations avec Lambert et Mallet. Après l'arrivée de l'AMR, même Najman, qui n'était pourtant pas intéressé par les questions agricoles nous donnant des conseils journalistiques.

À *Germinal*, j'assurais un travail de coordination qui fait que je n'y ai pas écrit, j'ai par contre rédigé deux articles dans *Critique socialiste* sur les questions paysannes. Il y avait finalement beaucoup de réflexion sur ces problèmes. Paysans en lutte a aussi publié une revue de juin 1970 à juin 1974, treize numéros, avec des gars venus du PSU et de la CNA, des maos qui sont partis peu à peu. Mais c'était plus confidentiel.

Et toi, tu es partie quand ?

Quand les débats internes ont fini par l'emporter sur les débats politiques généraux. Pour des

raisons de santé, j'avais dû abandonner mon exploitation, j'étais devenue permanente et je m'étais installée à Paris. Mais la situation devenait de plus en plus lourde. On intervenait de moins en moins sur le terrain et dans la vie politique en général. Tout ce qu'on avait trouvé, c'était de m'envoyer faire des campagnes électorales dans les coins paysans. J'ai même été candidate contre Chirac en Corrèze! Certains camarades de ma tendance (marxiste-révolutionnaire), comme Kergoat, étaient partis à la Ligue, et on avait des contacts avec eux. En même temps, à la LCR, c'était l'époque du tournant ouvrier et ça me paraissait difficile d'adhérer. On a finalement quitté le PSU en 1977 avec la tendance B. Après avoir participé à la fondation des CCA, certains d'entre nous sont partis à la LCR quelque temps plus tard.

Maguy Guillien, «une paysanne de Mouans-Sartoux d'un dévouement extrême» vue par Yvan Craipeau dans ses *Mémoires d'un dinosaure trotskyste*.

«Été 1970. Nous tenons une école régionale avec les camarades des Bouches du Rhône, du Var et de Haute Provence. Une cinquantaine de camarades dans la ferme de Maguy Guillien; à Mouans-Sartoux. Nous avons décidé de réserver une journée pour des «travaux pratiques». Je propose d'intervenir contre le scandale des plages privées. »

«Élections législatives de 1973. La fédération décide de mener campagne à Cannes où nous n'avons plus personne, pour reconstituer la section. Nous présentons Maguy Guillien et Jacques Bernard. Nous louons un local sur l'avenue Carnot, au centre de la ville. Campagne violente: les fascistes font voler la vitrine en éclats pendant la nuit. Finalement nous obtenons 5 % des voix et surtout nous constituons une nouvelle section avec une trentaine de militants – surtout des lycéens et des jeunes ouvriers. »

«Congrès de Strasbourg en janvier 1977. L'orientation qui l'emporte ne dispose d'aucune majorité à la direction pour l'appliquer. L'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) retire ses billes, suivie de certains de nos vieux camarades comme Maguy Guillien, dans les Alpes-Maritimes. Je constate que désormais, en effet, il n'existe plus de possibilités pour une politique autonome du PSU. Après avoir vérifié que la résolution votée ne sera suivie d'aucun effet, je mets sur la touche. »

CONCLUSION

Interview recueillie par Arlette Auduc

Toi qui a participé à l'aventure des Paysans-Travailleurs et à la commission nationale agricole du PSU, que penses-tu des luttes paysannes d'aujourd'hui, de leurs revendications, de leurs modes d'action?

Je dois d'abord dire qu'après 1981, j'avais quelques craintes à propos de la politique agricole de la gauche. Celle-ci s'est traduite par un soutien à une agriculture productiviste, mais aussi par des droits sociaux nouveaux pour les agriculteurs et ce sont ces droits qui sont remis en cause aujourd'hui.

Par ailleurs, le mouvement paysan a acquis de l'expérience, il s'est radicalisé et surtout, il a pris conscience que les enjeux étaient désormais mondiaux. Mais ce mouvement reste encore minoritaire, dans le monde agricole comme dans la société en général. En fait, c'est la paysannerie traditionnelle qui est minoritaire: la petite et moyenne agriculture a pratiquement disparue (comme la classe ouvrière traditionnelle d'ailleurs). Il faut donc une réflexion nouvelle, adaptée aux nouvelles conditions de la production agricole. C'est ce qui est en train de se faire autour des analyses sur la mondialisation que mène la Confédération paysanne.

D'autres axes de luttes sont à repenser et à approfondir, je n'en citerai que deux: D'abord la

condition des femmes dans le monde agricole. Au PSU, nous avons travaillé là-dessus: c'était un milieu où les femmes n'avaient aucun droit: une femme d'agriculteur qui divorçait se retrouvait sans rien. Aujourd'hui la situation a évolué, mais la réflexion ne me semble pas avoir suivi, dans le syndicalisme paysan.

Enfin, ce qui était intéressant à la Commission agricole du PSU, c'était le fonctionnement de ce que l'on appelait l'«intellectuel collectif»: les questions paysannes, comme les autres étaient abordées par des agriculteurs mais aussi par des intellectuels, par des responsables comme par des militants de base. Et c'est de cette réflexion collective que sortaient nos propositions qui étaient à la fois, celles des témoins et des acteurs. En fait c'est un fonctionnement politique qu'il faut retrouver.

Plus concrètement, je trouve intéressant le mode de fonctionnement démocratique de la Confédération paysanne, où la base participe réellement aux prises de décision, je regrette simplement qu'ils n'aient pas créé de section retraités, d'abord parce que les retraités sont nombreux dans le monde paysan et puis parce qu'ils ont des problèmes spécifiques sur le plan matériel, social, familial. Je reste pourtant en contact avec eux.

Tu viens de souligner la crise politique actuelle. Alors, qui te paraissent être, aujourd'hui, les héritiers du PSU ou du moins des combats qu'il a menés?

Cet héritage est diffus, dans des mouvements divers. C'est évidemment dans le mouvement alter-

mondialiste qu'on le retrouve le mieux. Dans les organisations politiques existantes, les Verts peuvent s'en rapprocher, même s'ils s'ont souvent immatures et confus. Personnellement, je me retrouve souvent dans les plus radicaux d'entre eux, comme Lipietz que j'ai connu jeune au PSU. Mais la crise politique et sociale que nous connaissons fait que toute une expérience s'est perdue. Parce que quand même, au PSU on a mené des luttes qu'on semble redécouvrir aujourd'hui: je me rappelle par exemple les labours sauvages sur le terrain militaire du Larzac. Et la lutte antinucléaire, et le féminisme...

En fait, ce qui est intéressant dans le mouvement altermondialiste, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes et que ces jeunes reprennent des luttes que nous avons menées. Ils reparlent même de l'autogestion, un terme bien oublié par le PS au pouvoir, y compris par les anciens du PSU qui l'ont rejoint. Il faudrait relire ce qui a été écrit à l'issue du congrès de Toulouse sur l'autogestion où nous proposons quand même des solutions alternatives. Comment les jeunes pourraient-ils profiter de cette expérience accumulée, tant les grands partis «officiels» et les médias leur assènent de contre-vérités?

Pour ma part, je regrette que ne soit pas davantage posé le problème de la Constitution (à part par Montebourg). Tant qu'on ne remettra pas en cause cette constitution présidentielle aucune démocratie ne sera possible, et je ne parle pas de l'autogestion...

Pourtant, je pense qu'il faut faire confiance à ces jeunes qu'on a vus au FSE. Dans un autre contexte, ils se battent finalement pour les mêmes choses que nous: l'écologie, le droit à la bonne bouffe, le paci-

fisme, la solidarité internationale, le refus de la marchandisation de la culture. Mais tout cela ne débouche pas encore sur le plan politique. Il faut retrouver les moyens d'une élaboration collective d'une alternative politique. Cela passe par de nouvelles pratiques démocratiques. Aujourd'hui tous les partis, même à l'extrême gauche sont dans une logique électoraliste parce qu'ils n'ont plus rien à dire. Les nouvelles générations doivent réinventer de nouvelles formes d'action politiques. Si notre expérience pouvait les y aider...



QUELLE ORGANISATION POUR LES PAYSANS-TRAVAILLEURS ?

Commission nationale agricole, rapport de Maguy Guillien adopté par la direction politique nationale du PSU (11-12 mars 1972), *Critique socialiste*, n° 8, mai-juin 1972

L'analyse qui va suivre exprime, même lorsqu'elle prend un caractère affirmatif, une recherche théorique liée à la situation du secteur agricole, laquelle appelle des compléments, des remises en cause. Ceci est d'autant plus nécessaire que les paysans révolutionnaires abordent le terrain de la lutte des classes sans expérience historique, sans connaissance du marxisme, sans la mémoire collective de la classe ouvrière. Ajoutons que les paysans ont commencé collectivement à s'identifier en tant que travailleurs exploités et à identifier leur adversaire capitaliste depuis moins de trois ans. Leur expérience de lutte sur ces bases est donc très récente. Les prises de conscience ne sont pas encore très claires chez la majorité des paysans qui, pourtant, subissent objectivement l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Ce texte d'analyse et de propositions constitue un apport du PSU au débat qui s'engage parmi l'ensemble des paysans-travailleurs sur l'orientation stratégique à donner à leurs luttes.

Rappel des acquis théoriques

La présentation qui suit est forcément schématique; nous pensons qu'elle reste utile.

La paupérisation. Les analyses marxistes classiques restent opérationnelles pour rendre compte d'une situation qui concerne encore la majeure partie des paysans français. Le mode de production de cette couche sociale reste celui de petits producteurs marchands, ayant conservé les méthodes traditionnelles, victimes du système capitaliste qui l'utilise comme réservoir de main-d'œuvre tout en la contraignant, au moyen du marché libéral, à fournir des denrées alimentaires à bas prix.

La déportation de main-d'œuvre s'effectue par l'appauvrissement des paysans-travailleurs. Par cette déportation, ils jouent un rôle important de réservoir de main-d'œuvre dont la bourgeoisie joue habilement: de 100000 à 150000 travailleurs quittent tous les ans le secteur agricole. La plupart sont des fils ou filles d'exploitants qui ont fourni une main-d'œuvre non rétribuée jusqu'à l'âge de 20 ans et plus sur la petite exploitation de leurs parents. Ces travailleurs n'ont aucune expérience de la condition ouvrière. Souvent, ils considèrent leur condition salariale comme une promotion. Leur goût du travail «bien fait», leur habitude d'horaires «élastiques» les fait souvent entrer dans le jeu du patronat. Ainsi, la classe ouvrière les ressent-elle parfois comme des «jaunes», étranger au combat qu'elle mène.

Pourtant, cette catégorie est capable de lutter très durement, face aux licenciements, par exemple.

Dans la plupart des cas, ces paysans ou plus souvent fils ou filles de paysans, cherchent du travail sur place. La bourgeoisie provinciale, pour maintenir les bas salaires, les utilise (cette catégorie est peu exigeante) pour compenser les départs d'ouvriers vers les zones où la rémunération est plus élevée. Il y a peu d'ouvriers immigrés dans l'industrie provinciale. Les travailleurs issus de la campagne en tiennent lieu.

Le capitalisme exploite ceux-ci d'une autre manière: le premier souci d'un enfant d'agriculteur qui arrive en ville est de se loger. Comme tout ouvrier, il est victime de la spéculation sur les terrains et les constructions de logements. Il réclame alors sa part d'héritage au frère ou à la sœur qui est resté sur l'exploitation paternelle. Les agriculteurs financent ainsi la spéculation urbaine.

Les paysans-ouvriers. Un autre phénomène pèse lourdement sur les relations paysans-ouvriers: il s'agit des paysans qui sont devenus ouvriers tout en gardant leur petite exploitation. Cette catégorie représente environ 5% des paysans; mais autour de Michelin, Citroën-Rennes, dans l'Est, etc., elle donne à la classe ouvrière une certaine image des paysans; les luttes ouvrières leur sont étrangères. Au cours d'une grève, il y a toujours du travail sur la ferme. Le problème du logement ne se pose pas pour eux dans les mêmes termes. Ils peuvent aussi vendre les produits de l'exploitation à bas prix: il ne s'agit que d'un complément de revenu. En fait, ils sont ressentis comme étrangers à la classe, aussi bien par les paysans qui ne vivent que de leur métier que par les ouvriers. Ce n'est pas un hasard si le mou-

vement révolutionnaire est à peu près inexistant chez les ouvriers des PME, où vont travailler, au moins dans un premier temps, beaucoup d'ouvriers ayant conservé leur petite exploitation. Disons aussi que les entreprises comme Michelin, Citroën à Rennes et d'autres ont joué sur ce genre de travailleurs pour maintenir leur «paix sociale».

Cette contradiction secondaire, mais qui détermine souvent le comportement ouvrier à l'égard des paysans, ne peut être surmontée que par l'action de masse d'un mouvement de paysans révolutionnaires qui devra unifier les luttes de ceux que le système prolétarise, soit en transformant leur situation de paysan en celle de travailleur à domicile pour le compte d'une firme, soit en les condamnant à devenir manœuvre, OS dans l'industrie.

Une première remarque s'impose: la couche sociale des paysans petits producteurs marchands manifeste une importante capacité de révolte lorsque la pression capitaliste devient trop aiguë (ex: vigneron du Midi). Mais ces révoltes sont le plus souvent orientées contre «les pouvoirs publics». Les mots d'ordre sont récupérables et la mobilisation retombe vite. Notre présence dans ces luttes appelle une toute autre stratégie que celle mise en œuvre par le PCF: la terre à ceux qui la travaillent, la défense de la petite exploitation familiale, la lutte contre les grands monopoles. Nous ne pouvons, sous le couvert d'obtenir que ces paysans deviennent les alliés électoraux du prolétariat, tenir aujourd'hui un discours différent de ce que nous ferions au moment de la prise du pouvoir. Les révo-

lutionnaires n'ont pas à produire les koulaks de demain.

La deuxième remarque complète la première: la situation de cette couche sociale (dont les frontières avec la couche prolétarisée sont bien évidemment très floues) n'est plus celle d'il y a vingt-cinq ans: les producteurs de vins par exemple dépendent en fait, même s'ils n'en ont pas clairement conscience, des grandes firmes qui monopolisent l'importation, l'exportation, le conditionnement et la distribution. Progressivement, Préfontaines, Nicolas, etc., modèleront la production à leur politique, quitte à la faire disparaître dans certaines zones.

Ces éléments nous imposent une nouvelle recherche théorique liée aux réalités et aux perspectives révolutionnaires. Il faut reconnaître que nous ne sommes pas très avancés dans ce domaine. Les militants du Midi viticole ont commencé un travail qui ne pourra être clarifié, complété qu'avec l'apport des militants des autres régions et de l'ensemble des militants révolutionnaires.

Le Modef, expression de cette couche sociale En fait, les motivations essentielles de ce groupe social paupérisé qui représente plus de 50% des paysans en activité (mais certainement moins de 30% des paysans ayant moins de 40 ans) reposent sur la *nostalgie de l'autarcie*, la cellule familiale devant subvenir à l'ensemble de ses besoins dans le cercle fermé de l'exploitation familiale. Ainsi, l'une des forces motrices essentielles de ce système réside dans la volonté de transmettre à ses enfants une propriété convenable, afin de leur assurer, même s'ils ne restent pas paysans, une sécurité substantielle. Dans

cette perspective, il est compréhensible que ce groupe social fournisse les troupes des versaillais pour lutter contre les «communards» partageux.

C'est pourquoi l'existence du Modef (Mouvement pour l'organisation et défense des exploitants familiaux) repose sur des bases objectives (celles que nous venons d'évoquer), indépendamment du projet que le PCF nourrit à son égard, et qu'il veut imposer par le biais de ceux de ses membres qu'il propulse à la direction du syndicat. Il est probable que le Modef se maintiendrait dans sa forme actuelle, même s'il était désavoué par le PCF.

Il faut préparer sur des bases objectives l'alliance de cette couche sociale avec les paysans prolétarisés. Il n'est pas question, bien sûr, de faire des concessions sur le fond. Nous ne pouvons pas nous battre sur le thème: la terre à celui qui la travaille. Il s'agit de préciser la réalité sociale de la terre, outil de travail collectif, et ce dans la manière même de conduire les luttes actuelles. Mais nous ne pouvons pas faire abstraction des blocages idéologiques représentés par la conception de la famille et de la propriété sur lesquelles se fondent tout un système de valeurs justifiant le maintien d'un secteur agricole traditionnel. Il faut d'ailleurs ajouter que cette idéologie reste souvent dominante chez les paysans prolétarisés, soumis eux aussi aux lois de la concurrence entre eux, pour la location ou l'acquisition de parcelle de terre.

Les luttes contre la centralisation et plus encore contre la colonisation économique et culturelle de régions entières concernant souvent cette catégorie de paysans (*cf.* les paysans du Larzac). Il ne s'agit

pas dans ce domaine de créer des clivages artificiels, ne correspondant pas aux réalités vécues. Il ne s'agit pas non plus de passer sous silence l'exploitation capitaliste pour se réfugier dans un nationalisme petit bourgeois. Mais les réalités occitanes, bretonnes, catalanes, basques, etc., sont plus profondément ressenties par les paysans que par n'importe quelle autre couche sociale. Notre attaque contre le capitalisme passe aussi et même d'abord par l'attaque de la centralisation étatique, capitaliste et culturelle.

Il faut signaler également que la rupture du cadre de vie (résidences secondaires, industrie touristique, extension des villes) offre un terrain de lutte unifiant pour cette catégorie de paysans. Il existe des luttes hors de la production qui permettent d'intégrer le secteur agricole paupérisé à l'action révolutionnaire.

La prolétarianisation. Partant de l'expérience et de l'analyse marxistes, nous avons pu mettre en évidence les mécanismes d'exploitation capitaliste directs qui pèsent sur cette couche sociale. Il faut toutefois être clair: ces paysans vendent bien leur force de travail en signant leur contrat, mais le capitalisme dont ils dépendent leur laisse les apparences du petit producteur marchand. Le capitalisme agroalimentaire a intérêt à ce que les paysans soient *formellement* propriétaires de leurs moyens de production, ce qui lui évite la charge de ces investissements ce qui surtout lui permet d'exercer sur les paysans une domination totale; l'incitation à produire «selon la rationalité du capital» est, en effet, beaucoup plus forte puisque les besoins du tra-

vailleur dépassent le salaire nécessaire au renouvellement de la force de travail. Il lui faut aussi rembourser les emprunts et, à chaque cycle de production, les crédits de fonctionnement. Comment, dans ces conditions, pourrait-il envisager par exemple de refuser la livraison de ses produits à l'organisme intégrateur, même si son travail n'est pas rémunéré ? En parlant des paysans prolétarisés, nous ne pouvons donc pas parler de prolétariat au sens strict du terme, mais nous constatons que ces producteurs façonniers, travailleurs à domicile, sont de plus en plus nombreux à revendiquer pour obtenir que les firmes capitalistes ou coopératives rémunèrent leur travail, cautionnent ou même prennent en charge leurs investissements de production.

Cette *situation complexe*, malgré ses ambiguïtés, a pour conséquence l'apparition d'un *grand nombre de militants révolutionnaires* issus de cette couche sociale. Il faut, semble-t-il, clarifier les situations réelles qui existent dans ce secteur, couvrant approximativement de 25 à 40% des agriculteurs (mais plus de 60% des moins de 40 ans). Il s'agit essentiellement des paysans qui dépendent directement des industries agricoles et alimentaires aussi bien pour leur approvisionnement que pour leurs ventes, voire même pour la réalisation de leur acte de production sous le contrôle d'un technicien (contremaître).

Le plus souvent, cette dépendance s'accompagne d'une modernisation au prix de lourds investissements à base d'emprunts bancaires (domination du capital financier). Mais certains secteurs, comme les producteurs de lait, peuvent fonctionner avec des

techniques de production archaïques, doublées d'une dépendance à l'égard de l'industrie d'aval.

Dans la réalité, le mode de production autarique peut coexister dans une même exploitation avec un mode de production de type façonnier. De plus, une exploitation traditionnelle se transforme le plus souvent en exploitation moderniste et prolétarisée avec le remplacement d'un paysan âgé par un jeune. Le phénomène inverse est possible: des paysans modernisés, intégrés, mais incapables de renouveler des investissements dépassés techniquement retombent parfois dans la catégorie des paupérisés, décrite ci-dessus.

En fait, l'intégration revêt diverses formes et les prises de conscience (s'il y a lieu) de la prolétarianisation ne sont pas identiques. Il existe une catégorie – faible en nombre – de *paysans parvenus* (Gourvenec) exploitant une main-d'œuvre salariée et qui se trouvent dans la position d'une entreprise capitaliste liée par des contrats de sous-traitance à une firme importante.

D'autres *paysans modernisés* ont un ou deux ouvriers agricoles dont le revenu net, bien que très bas, peut être supérieur à leur propre revenu disponible. Ils sont alors dans une situation d'exploité-exploiteur qui les empêche le plus souvent d'accéder à une conscience révolutionnaire.

L'écrasante majorité n'emploie pas de main-d'œuvre salariée et prend peu à peu conscience de son identité de *travailleur*. L'un des obstacles principaux à la prise de conscience révolutionnaire reste la spéculation foncière, seul moyen d'agrandir la superficie de l'exploitation. Le mode d'appropriation

tion du sol maintient les mentalités petites bourgeoises et c'est pourquoi les luttes foncières, même si elles divisent le milieu, revêtent une importance politique fondamentale.

Les contradictions secondaires entre paysans paupérisés et prolétarisés. On ne peut se poser la question de l'organisation des paysans-travailleurs révolutionnaires sans aborder les contradictions profondes qui divisent les paysans traditionalistes et les paysans modernisés. Le risque est grand, si ces contradictions ne sont pas résolues et si l'analyse théorique du secteur paupérisé n'est pas approfondie de voir les paysans prolétarisés s'organiser entre eux en se coupant des paysans traditionalistes.

Il est d'autant plus fort qu'il existe un contentieux important entre les deux catégories. En se modernisant, les paysans prolétarisés, souvent plus jeunes, se sont historiquement comportés comme des petits patrons qui allaient devenir grands grâce à leurs compétences et pourvu que le crédit prête l'argent. Ils ont souvent monopolisé les subventions, les prêts à faible taux d'intérêts, les aides aux groupements de producteurs, etc. Ayant un volume important de production, ils ont bénéficié de réduction de prix pour l'achat des matières premières (aliments du bétail, engrais, etc.) ou d'avantages spéciaux pour la vente de leurs produits (prime à la quantité, à la qualité, etc.), aide au contrôle laitier; utilisation des techniciens agricoles, etc.. Souvent, ils se sont organisés en ghetto, se retrouvant entre eux dans les CETA, groupements de vulgarisation, centres de gestion, etc.

En fait, même s'il n'y avait pas de volonté consciente dans ce comportement, tout se passait comme si cette catégorie manifestait son mépris à l'égard de ceux qui ne s'étaient pas engagés dans la voie du progrès technique. Très généralement, les paysans paupérisés ont ressenti cette mise à l'écart doublée d'une volonté de faire du «social» à leur égard.

Pourtant, malgré les différences dans le style de vie, le *revenu disponible* reste très comparable pour les deux secteurs: si les paysans, comme les autres travailleurs n'aiment pas montrer leurs dettes, leur bulletin de salaire, les dépenses de leur ménage, cette opération «vérité» reste sans doute l'un des moyens essentiels pour permettre aux deux catégories de retrouver les bases d'une lutte commune. Pour l'instant, la faillite d'un agriculteur modernisé peut même apparaître comme une revanche pour les traditionalistes. Le rôle des militants sera de briser cette contradiction, secondaire certes, mais constituant l'obstacle principal à l'existence d'une organisation de masse anticapitaliste.

Les forces en présence

La FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). *La nature du syndicalisme agricole est essentiellement patronale.* La FNSEA, qui annonce 800000 adhérents (chiffre surfait et en diminution rapide), ne regroupe statutairement que des «chefs d'exploitation». Les femmes travaillant dans une ferme ne peuvent, par exemple, ni voter, ni être élues. Les gros agrariens y côtoient les petits

paysans, se servant d'eux comme masse de manœuvre. L'idéologie dominante chez beaucoup de ces derniers, groupés autour de Michel Debattise, est l'accession au statut de «chef d'entreprise», étant entendu que les paysans paupérisés relèvent de mesures sociales qu'il faut obtenir du partenaire gouvernemental. Toutes les tendances sont admises dans l'organisation, sauf les révolutionnaires à qui l'on demande de plus en plus nettement de partir puisqu'ils n'acceptent pas les règles de l'actuelle société (ils «font de la politique»!). Cette attitude signifie que les luttes de masse illégales sont rejetées par principe, que les agriculteurs ont besoin (les pauvres paysans!) de responsables instruits qui se penchent généreusement sur eux.

La FFA, Fédération française de l'agriculture.

L'extrême droite paysanne a créé depuis deux ans la FFA qui est animée par d'anciens OAS et qui combat le modernisme... Elle regroupe 10 000 à 20 000 adhérents, mais peut influencer de la FNSEA (progrès techniques, groupements de producteurs, exploitant en cas de crise aiguë), les paysans de certaines régions où l'extrême droite garde une certaine influence.

Le Modef. Le Modef regroupe les petits et moyens paysans dont le trait dominant est la défense de la notion du «chef de famille», dirigeant une exploitation familiale avec l'aide de sa femme et de ses enfants, agrandissant son patrimoine pour le transmettre à ses héritiers. Il dénonce la collusion de la FNSEA, tant avec les gros céréaliers qu'avec le gouvernement qu'il accuse de vouloir détruire l'exploitation familiale. Il attaque les grands monopoles

capitalistes «qui envahissent l'agriculture». Le PCF contrôle l'appareil dirigeant du Modef et diffuse largement son journal agricole *La terre* (tirage : 100000, ventes : 50000 environ) parmi ses adhérents. Mais on peut parfois se demander si le PCF influence la politique du Modef ou si c'est l'inverse. Les thèmes défendus conduisent parfois le Modef à faire alliance avec la FFA (ex. Morbihan). Le recrutement «jeunes agriculteurs» est très faible. L'implantation la plus importante correspond aux départements dits «républicains», c'est-à-dire le sud de la Loire.

Le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). Le CNJA mis en place par les anciens de la JAC, Jeunesse agricole catholique, en 1956, bien qu'ouvert aux femmes et aux aides familiaux, s'est situé le premier dans la perspective «chef d'entreprise» en réclamant des moyens accrus pour restructurer les exploitations agricoles. Une *minorité importante*, majoritaire dans la moitié des départements environ, défend des thèses proches de celles du PSU. Elle veut représenter et exprimer les problèmes des «paysans-travailleurs». De nombreux syndicats locaux, cantonaux ou départementaux, adhérents de la FNSEA se situent sur la même ligne. La tendance «paysans-travailleurs» gagne actuellement en militants, en influence sur le milieu. Fortement implantée dans l'Ouest, elle se développe dans la plupart des départements depuis un an ou deux. Empiriquement, disons quelle peut représenter un potentiel de 10 000 militants environ, capables d'agir avec plus de 100 000 paysans (hommes, femmes, aides familiaux).

Les salariés du secteur agricole Les salariés d'exploitation, qui représentent plus de 500000 travailleurs au total, sont en diminution constante dans le secteur polyculture-élevage (150000 environ), dans les grandes exploitations betteravières-cérálières (120000). Ils sont 150000 dans les secteurs «cultures spécialisées» telles que fruits, légumes, horticulture, etc. La viticulture emploie 50000 ouvriers. Les salariés de l'industrie agricole et alimentaire augmentent en nombre compte tenu de l'élaboration plus complexe des produits. Ils doivent maintenant dépasser le stade des 500000.

Le secteur des services (Crédit agricole, mutualités, chambres d'agriculture, organisations paraguayennes diverses) est extrêmement hétérogène. On peut estimer qu'il représente 10000 salariés ayant plus une fonction d'encadrement que de production.

La CGT et la CFDT sont les seules organisations syndicales réellement implantées. La CGT est forte dans certains secteurs où elle existe depuis longtemps: bassin parisien (ouvriers de grandes exploitations) industries agroalimentaires de certaines villes où les ouvriers sont traditionnellement cégétistes. Elle mord peu sur les secteurs d'industrialisation et de syndicalisation plus récente. À l'inverse, la CFDT progresse dans ces secteurs. Elle se développe également chez les techniciens. Son organisation est double: la FGA, Fédération générale de l'agriculture, regroupe tous les salariés qui dépendent de la législation sociale agricole et le secteur alimentation couvre les industries privées qui dépendent du régime général. La FGA dénonce le carac-

tère patronal du syndicalisme agricole. Elle souhaite l'existence d'une autre structure agricole pour engager le dialogue avec les paysans contestataires. La plupart de ses dirigeants soulignent le caractère « petits patrons » des paysans ainsi que leur rôle dans les conseils d'administration des coopératives, caisses de crédit, mutualités, etc. Le secteur des techniciens a une influence assez grande, mais évite les questions sur le rôle des techniciens d'encadrement par rapport aux paysans-travailleurs. La FGA exige, à l'intérieur de la CFDT, d'être l'interlocuteur privilégié sinon unique par rapport aux paysans y compris ceux qui mènent des luttes anticapitalistes sur la base de l'unité ouvriers-paysans. Nous reviendrons sur ces diverses questions dans la dernière partie.

Les courants politiques du secteur paysans révolutionnaires». Cette présentation du secteur serait incomplète s'il n'était pas fait état des courants souvent informels qui traversent le mouvement paysan révolutionnaire. Jusqu'à maintenant, les divergences internes ont plutôt contribué à une avancée collective des militants, mais l'étape organisationnelle que nous abordons présentement risque de mettre cette unité en difficulté et, du même coup, de stopper la progression collective, la crédibilité de masse des paysans-travailleurs, mettant en danger l'existence même du mouvement.

En gros les *trois sensibilités principales* peuvent être présentées de la manière suivante.

- Ceux qui pensent que la *tâche essentielle* est de constituer une *force syndicale* qui permette de prendre correctement et complètement en charge

les problèmes du secteur. Ces militants estiment parallèlement qu'une politique «entraine» dans les organisations économiques agricoles est indispensable pour en changer l'esprit et le contenu ;

- Ceux qui pensent que la période appelle effectivement une *organisation syndicale* du secteur, sans pour autant s'illusionner sur les possibilités de cette structure dont ils voient les limites, les insuffisances, les déviations réformistes. Dans le même temps, ces militants ne négligent pas l'utilisation des moyens de communication de masse que représentent les organisations professionnelles existantes, sans tomber dans l'illusion de la construction de «bases rouges» à l'intérieur du régime capitaliste ;

- Ceux, qui estiment que l'*organisation syndicale* des paysans révolutionnaires est *nuisible* en tant que telle et qu'il faut créer des noyaux autonomes à la base, noyaux qui constitueront l'outil des masses pour une prise révolutionnaire du pouvoir par le peuple. Ils condamnent toutes prises de responsabilités dans les organisations traditionnelles. Dans la plupart des cas, les militants du premier courant évoluent vers le second ou abandonnent la contestation du système. Mais le débat entre les courants 2 et 3 est plus difficile que jamais, le courant 2 ralliant le plus grand nombre de militants.

Bilan politique des luttes

Malgré sa jeunesse le mouvement révolutionnaire des paysans a acquis une certaine expérience. Il serait aujourd'hui indispensable qu'il fasse une lecture politique sérieuse et globale d'actions partielles

et dispersées sur l'ensemble du territoire. Nous n'avons pas la prétention de faire correctement et complètement ce travail dans le cadre de cette étude. Il s'agit simplement d'amorcer le débat à partir de quelques *constatations générales*.

Deux axes de luttes anticapitalistes ont ouvert le champ à des batailles importantes animées par les militants les plus avancés: le contrôle de la distribution du sol, outil de travail; l'action directe face aux IAA (industries agricoles alimentaires), industries agricoles et alimentaires ou aux pouvoirs publics pour obtenir une meilleure rémunération du travail.

La plupart du temps, ces luttes ont été impulsées par des militants CDJA minoritaires, utilisant les structures syndicales classiques (y compris syndicalisme aîné, soit local cantonal ou départemental), pour y donner un impact de masse. Les camarades présents dans les comités d'action viticoles n'ont pas agi autrement.

Faut-il utiliser ou non des structures traditionnelles? Il faudrait analyser sérieusement le rôle joué par ces structures: peut-on s'en passer comme moyen de communication de masse? Si oui, comment et quels sont les exemples? À l'inverse, ces structures ne jouent-elles pas constamment un rôle de frein dans la lutte, doublé d'une fonction de récupération? Comment peut-on dépasser ces blocages? La plupart des luttes devraient nous fournir des renseignements importants à cet égard. La bataille du lait à l'Ouest, la lutte des vigneronns du Midi nous ont montré que les organisations représentent des moyens réels de communication de masse, mais qu'elles atteignaient rapidement leur

limite, même lorsqu'elles sont dirigées par les militants les plus avancés.

Les actions foncières Les luttes foncières (CRJA Ouest) ont pour caractéristique générale d'être portées par les minorités agissantes et de diviser profondément le milieu. Cette division ne dresse pas nécessairement les paysans riches contre les paysans pauvres, mais divise plus souvent les paysans pauvres entre eux. Il est bien évident que nous ne pouvons pas pour autant abandonner ce champ d'intervention sous prétexte que l'idéologie dominante (le droit individuel de propriété) est difficile à combattre. Nous pouvons nous demander si nous avons fait ce qu'il fallait pour que les paysans à la base, et entre eux, puissent débattre assez longtemps avant son changement de destination de la répartition du sol en fonction des besoins.

Les luttes actuelles sont-elles l'expression des décisions de la base? En fait, des militants plus ou moins nombreux interviennent souvent d'en haut, mal compris ou combattus par des paysans qui ne connaissent qu'un moyen pour acquérir ou louer la terre: la spéculation, la concurrence entre paysans.

Les aliénations. Cette constatation pose le problème de la lutte contre les aliénations culturelles, dont le milieu est victime.

Il est facile, démagogique et finalement manipulateur de se gargariser de la ligne juste émanant des masses en faisant l'impasse sur les idées fausses répandues dans le peuple par la bourgeoisie. La propriété liée à la notion d'héritage, et découlant de l'idéologie patriarcale de la famille pèse lourdement sur les mentalités.

Les révolutionnaires ne pourront pas dépasser ces contradictions sans *remettre en cause la conception bourgeoise de la famille*. L'analyse de nos luttes, de nos échecs partiels doit nous permettre de trouver des moyens d'action opérationnels dans ce domaine. *La situation de dépendance des aides familiaux et des femmes* peut constituer un angle d'attaque important pour démystifier ces tabous liés entre eux: famille, héritage, propriété.

L'usage révolutionnaire de la violence Une des caractéristiques des luttes paysannes récentes sur une ligne de classe est l'usage de la violence, c'est-à-dire l'usage de moyens d'action sortant de la légalité bourgeoise. Il s'agit, en fait, d'une *vielle tradition paysanne* que Jacquou le Croquant illustre assez bien. Longtemps repliés sur eux-mêmes, écartés de la société dirigeante, les paysans ne se reconnaissent pas dans des lois faites sans eux, contre eux. Ils peuvent se dresser aussi contre les perturbateurs qui leur sont tout aussi étrangers: Commune, Mai 68, etc. Mais pour défendre «leur justice», les mêmes sont capables d'envahir une propriété privée, d'en retourner les terres, d'occuper une ferme, de vider une citerne de lait, de brutaliser un huissier, d'arracher des sapins, d'occuper une préfecture, d'attaquer une voie ferrée, de séquestrer un directeur de coopérative, de couper le maïs d'un cumularde, de détruire des clôtures, etc. Soulignons d'ailleurs que leurs moyens d'action légaux (meeting-procession, discussion dans une commission «consultative»...) sont limités, inefficaces.

Mais l'usage révolutionnaire de la violence, compte tenu de notre expérience, pose des problè-

mes dont il faut débattre clairement. On ne peut résoudre la question en se contentant d'affirmer sa détermination à ne pas reculer devant la violence « spontanée » des masses. Les mouvements de masse violents n'acquièrent pas du fait de cette violence des vertus révolutionnaires particulières; en laissant pourrir une grève des camionneurs ramasseurs de lait, on peut susciter une violence de masse... anti-ouvrière qui ne s'inscrira pas dans la lutte des classes.

De même, nous devons refuser, combattre, la violence avant-gardiste, minorisante, qui isole les militants, qui fait reculer la prise de conscience révolutionnaire. Cela ne signifie pas qu'une violence minoritaire, mais exemplaire, susceptible de faire grandir la confiance des masses en leur force, soit à proscrire bien au contraire. Cette arme est indispensable dans bien des cas. Il n'est pas facile de délimiter la *ligne de partage*. Retenons que: la violence doit exprimer concrètement une ligne de classe; elle ne doit pas égarer les paysans quant à leur condition d'exploités ainsi qu'à l'identification de leur adversaire; elle ne doit pas isoler les militants, mais élargir l'audience du mouvement révolutionnaire en révélant les contradictions du système (faire crever l'animal d'un cumulard en le mutilant la nuit est un acte contre-révolutionnaire); l'usage de la violence est inséparable d'une stratégie de lutttes contre la répression, stratégie qui fait cruellement défaut aux paysans révolutionnaires. Il n'est pas sérieux de mener des actions exemplaires pour laisser les militants isolés, découragés, désarmés devant la répression. Cette dernière doit être utilisée au contraire

pour relancer, élargir les luttes. N'oublions pas que la répression est d'autant plus forte que le mouvement a perdu son caractère de masse.

Les actions communes ouvriers-paysans Elles constituent l'un des axes stratégiques fondamentaux mis en avant par les militants les plus avancés. Dans ce domaine, en dehors de quelques cas particuliers, tel que l'action à Entremont dans le Finistère, nous n'avons guère dépassé le stade des vœux pieux. Des rencontres formelles avec des militants CFDT, par exemple, ne peuvent servir qu'à masquer notre carence. Les militants ouvriers les plus avancés portent eux-mêmes, dans ce domaine, une lourde responsabilité: la plupart des initiatives sont venues des paysans, se solidarisant à des actions ouvrières. Dans la plupart des cas, l'ascenseur n'est pas revenu. Le mouvement révolutionnaire tout entier est concerné pour que les contradictions entre travailleurs exploités soient surmontées, dépassées dans la pratique.

Or, de nombreux obstacles s'opposent à cette liaison: le premier tient à la méconnaissance réciproque des deux milieux, soigneusement entretenue par les organisations traditionnelles: le paysan est aux yeux de l'ouvrier sinon un capitaliste, un possédant (terre), maître de ses moyens de production et de ses conditions de travail. L'ouvrier apparaît aux paysans comme assuré de la sécurité d'emploi, d'un revenu monétaire fixe. Par ailleurs, des contradictions objectives existent de manière permanente (ouvrier d'une coopérative dont les paysans sont en apparence les patrons) ou surgissent à l'occasion des luttes: transports en grève mettant en dommage les

récoltes périssables; paysans réduisant les ouvriers au chômage technique en refusant de livrer leurs produits. L'histoire des liaisons récentes donne quelques exemples pour dépasser dans les luttes ces contradictions. Mais toutes les liaisons ne sont pas également significatives.

À un premier niveau se situe le *soutien des paysans à des grèves* sous forme de vente directe de produits aux grévistes, au prix coûtant, ou d'aide financière directe (conflit des Batignolles, Rhodiaceta, Besançon). Il est nécessaire de reprendre et de systématiser cette pratique dès le début des grèves.

Dans la même perspective, les militants ouvriers doivent populariser les luttes paysannes dans les entreprises, et favoriser les formes de soutien possible des ouvriers (participation aux manifestations, etc.).

La bataille peut parfois être commune. À Besançon, le patron bourgeois est également un cumulard qui veut se constituer une réserve de chasse. Lors d'une grève dans son entreprise, les ouvriers et les paysans réalisent et collent une affiche ensemble «Nouveau seigneur bourgeois exploite les travailleurs, exproprie les paysans».

Ce type d'action est souvent très important comme *point de départ d'une connaissance mutuelle*, problème auquel les réunions communes ouvriers-paysans sans rapport avec une lutte précise et sans autre objectif que l'information réciproque ne constituent pas une réponse adéquate, même si elles ne sont pas systématiquement à proscrire.

À un second niveau, se situent les *luttes communes d'usagers* sur des secteurs pris en main par le

capitalisme. Quelques exemples: un syndicat intercommunal qui confie à un vendeur d'eau le réseau de distribution, ce qui double le prix de l'eau. De ce type fut l'action commune ouvriers-paysans dans cent dix communes du Doubs; la lutte collective contre l'extension du camp militaire du Larzac; – la lutte contre la suppression des petites lignes de chemin de fer dans les régions défavorisées; – l'action collective contre l'accaparement des bords de l'Erdre en Loire-Atlantique.

Ces luttes permettent une pratique commune entre ouvriers, paysans et autres couches populaires, et donnent lieu à des actions de masse, mais elles ne résolvent pas pour autant les problèmes qui peuvent surgir lorsque les luttes et les formes d'action d'une catégorie semblent léser à première vue les intérêts de l'autre catégorie (troisième niveau).

Les contradictions à résoudre Il s'agit de l'expression de contradictions objectives dont la résolution dans la lutte fait progresser la prise de conscience et forge l'unité populaire, comme on l'a vu à Entremont: l'action commune y a trouvé des formes concrètes et spécifiques, à propos du ramassage du lait, pour faire reculer le patron, et poser les revendications paysannes sans que les conditions de travail ni la rémunération des ouvriers s'en trouvent affectées. C'est également le cas dans le Midi, où la jonction cheminots-paysans (qui reste à généraliser) a parfois permis aux travailleurs du rail, une fois la grève décidée, de laisser rouler les trains transportant les récoltes périssables assurant la survie des petits paysans, de ne pas réduire les ouvriers au chô-

mage en sabotant les voies ferrées de manière sélective.

La résolution de ces contradictions permet de poser en termes de luttes de classe, la nécessaire alliance ouvriers-paysans. C'est contre le même ennemi, par la même lutte, que se forge l'unité des opprimés. Cette hiérarchisation des niveaux doit être encore largement discutée. Ce n'est qu'une contribution à la mise sur pied d'une stratégie d'ensemble.

Éventail des analyses en suspens Il y aurait bien d'autres recherches théoriques à amorcer pour tirer un bilan politique global de notre expérience de lutte. Où en est par exemple la démystification du rôle réel de la *coopération* en économie capitaliste? Avons-nous une stratégie globale à opposer aux firmes capitalistes disséminées sur le territoire et qui jouent sur la passivité d'une région pour résister aux luttes d'une autre région? Que faisons-nous face à la *pression bancaire* sur les paysans? Quelle action pouvons-nous mener face à l'*accaparement mercantile de l'espace et du tourisme*? C'est collectivement que nous devons établir un bilan opérationnel plus précis, plus efficace.

Vers une nouvelle organisation du secteur

Depuis deux ans, sans savoir clairement comment l'événement se déroulerait, nous savions que les paysans travaillant sur une ligne de classe ne pourraient se satisfaire longtemps de leur appartenance à des organisations syndicales de type patronal. Longtemps, nous avons axé notre stratégie sur

la prise et la transformation du CNJA Malgré les manipulations de la majorité qui font que non seulement les morts votent, mais aussi ceux qui n'ont jamais existé, la minorité obtient entre 40 et 50 % des mandats. Aujourd'hui, compte tenu de la pratique et des réflexions politiques, le problème se pose en termes nouveaux.

La prise du CNJA n'est pas essentielle Elle peut résulter d'un vaste mouvement contestataire, mais elle n'apparaît plus comme essentielle: que signifierait la mainmise sur un lourd appareil peuplé de permanents nationaux, dont la plupart sont des soutiens inconditionnels de la ligne petit patron deviendra grand... et dont le financement est assuré principalement par diverses subventions appelées à disparaître s'il y a changement d'orientation? Est-il utile présentement d'investir des militants révolutionnaires dans une multitude de commissions, autant consultatives que récupératrices, d'assurer une représentation au Conseil économique et social, au Commissariat du Plan, etc. ?

Rien ne serait changé, notamment dans les CDJA actuellement majoritaires, qui continueraient sur leur ligne politique, laissant les militants révolutionnaires de ces départements isolés, neutralisés, sans moyens d'organisation autonomes.

Les militants isolés. C'est là que se situe l'un des problèmes les plus urgents. Le mouvement révolutionnaire risque de perdre de nombreux militants, démunis de moyens organisationnels, tentés de se replier sur leur exploitation, se contentant au mieux d'actions ponctuelles, localistes. Les paysans dispersés dans la nature, victimes d'un isolement structu-

rel dans leur travail, ne peuvent se dispenser d'un minimum de liens structurels pour agir collectivement.

Stratégie de l'adversaire. Il faut ajouter, et le dernier congrès de la FNSEA est significatif à cet égard, que la montée des militants révolutionnaires engendre une riposte de l'adversaire qui prépare dès maintenant les instruments de la répression. Après avoir dit aux éléments qualifiés de gauchistes : « Vous n'avez plus qu'à partir, personne ne vous retient. » (Ce langage est significatif : l'adversaire souhaite que les révolutionnaires cessent d'utiliser les structures en place. Devons-nous tomber dans son piège ou le contraindre à nous expulser ?) Debatisse et son équipe viennent d'engager un autre processus : la reprise en main des structures syndicales de base, les syndicats locaux, cantonaux, départementaux bénéficiant, en effet, de structures autonomes, avec statuts particuliers, et pouvoirs de décision très décentralisés. Maintenant, entre chaque congrès, il sera interdit de contester la ligne du national. Les journaux départementaux devront reproduire les textes fournis par la FNSEA. Les syndicats locaux recevront des directives directement de Paris. Avant peu, des actions seront désavouées (comme dans l'affaire Carel), des exclusions prononcées.

Dans cette perspective, les militants révolutionnaires éprouvent le besoin de s'organiser pour ne pas être pris au dépourvu, pour ne pas être récupérés et surtout agir plus collectivement, plus efficacement.

Il ne s'agit pas pour la plupart de négliger l'utilisation de structures représentant un moyen de communication de masse. Pendant longtemps, la double appartenance restera une réalité qui ne prendra fin que par la mise à la porte de ceux qui s'écarteront de la ligne nationale. Le mouvement ne fera donc le plein de ses potentialités que dans un terme assez éloigné. Mais l'issue ne saurait faire de doute. Le paysan défendant sa force de travail, y compris en face de l'appareil coopératif, représente pour les dirigeants de la FNSEA un point de rupture total. Il remet en cause la notion de chef d'entreprise basé sur le couple GAEC + coopération. Il remet aussi en question la stratégie de «conquête du pouvoir économique».

Tous les révolutionnaires sont concernés Cette situation, dans un secteur particulier, pose une question générale concernant l'ensemble du mouvement révolutionnaire : *un milieu naît à la lutte des classes, non pas de manière volontariste, mais à partir d'une situation objective.* Il prépare un type d'organisation (*Vent d'Ouest*, journal du CRJA de l'Ouest, devenu national, de la tendance minoritaire à partir de mars 1972) qui n'aura rien à voir avec les structures paysannes «patronales». Quelles peuvent être, compte tenu de l'expérience des travailleurs dans ce domaine, les moyens à mettre en œuvre pour que le mouvement révolutionnaire tout entier soit enrichi par cet apport essentiel?

À la recherche de solutions

Les paysans révolutionnaires, qu'ils soient ou non engagés dans une structure syndicale, à plus forte raison s'ils le sont, doivent se poser la question de la nature de celle-ci, doivent s'interroger sur les avantages et les potentialités qu'elle offre pour l'avancée du mouvement révolutionnaire en France, à l'étape actuelle, comme sur les risques de déviation que comporte et produit le syndicalisme. L'analyse de ce problème, à partir de l'expérience du mouvement ouvrier est d'autant plus nécessaire qu'à leur tour, les paysans entrent dans la lutte de classes.

Le rôle du syndicalisme. Toute question de ce type ne peut trouver de réponse qu'en faisant d'une part l'analyse concrète de la nature et du rôle des organisations syndicales, et qu'en apportant, d'autre part, des éléments sur la structure de classe du milieu paysan et son évolution, compte tenu de la pénétration du capital dans l'agriculture et des formes spécifiques de rapports sociaux qui en résultent.

Les syndicats ouvriers ont pour *fondement objectif la lutte contre l'exploitation du travail par le capital, et principalement la défense du prix de la force de travail.* Il s'agit de formes d'organisation dont le développement est lié à celui du mode de production capitaliste, et qui dureront au moins jusqu'au jour de sa destruction, quel que soit le nom dont on les baptise. Ce constat n'empêche ni d'étudier l'évolution de l'institution syndicale, sa fonction sociale, son rôle dans les luttes, ni d'en tirer les conséquences tactiques et stratégiques qui en

découlent. Problèmes qui sont au cœur des débats actuels du mouvement révolutionnaire.

De la *fonction première de l'organisation syndicale* – défense du prix de la force de travail – découle cette conséquence: dans tout conflit arrive un moment où *il est nécessaire d'obtenir un avantage immédiat en capitalisant le rapport de forces*. Sur le fond, sur la nature du système, cette victoire ne règle rien. Mais l'action des masses, en particulier la grève, ne peut se maintenir plusieurs années, en attendant que soient réunies les conditions d'une révolution générale.

Il faut bien alors négocier et c'est au syndicat que revient ce rôle. Par ailleurs, la bourgeoisie ayant dû faire face à des syndicats porteurs de la lutte des classes, a vite compris que ce mouvement ne pouvait être réduit par la seule répression; elle s'est efforcée et s'efforce encore de la faire entrer dans sa propre légalité, soit en institutionnalisation des rapports patron-syndicat: contrats divers, participation aux commissions du plan, au Conseil économique et social, aux Coder. soit en intégrant dans cette stratégie ce qui était apparu comme une conquête ouvrière (comités d'entreprise, sécurité sociale, etc.).

C'est donc une situation objective pour le syndicat que celle-ci: être conduit à négocier, être soumis aux tentatives incessantes d'intégration de la bourgeoisie. De là à vouloir négocier, à vouloir mener la lutte au nom, mais *sans le contrôle des travailleurs, à accepter le terrain choisi par l'adversaire, il n'y a qu'un pas franchi le plus souvent indépendamment de la volonté individuelle de tel ou tel responsable syndical.*

De surcroît, à l'égard de ce dernier, la tactique de notabilisation adoptée par la bourgeoisie n'est pas sans efficacité. En lui offrant un champ légal pour son action, si possible hors des luttes, celle-ci établit les règles du jeu. En lui proposant la participation consultative dans de multiples institutions, il s'agit de le couper des masses, de le faire intervenir en son nom personnel et non comme la voix des travailleurs en lutte.

Les organisations paysannes, au moins jusqu'à présent, sont nées intégrées, contrairement aux organisations ouvrières, puisque la remise en cause du système ne figure même pas dans leurs statuts, puisque ni la forme ni le contenu des luttes, ni les mots d'ordre avancés n'exprimaient dans la plupart des cas une telle remise en cause. La bourgeoisie joue là aussi la récupération des responsables, non pas en les achetant avec de l'argent, mais en leur donnant la considération. Combien connaissons-nous de responsables issus des masses, généreux et dévoués, qui ont changé de camp, sous le coup des éloges de la presse, des réceptions officielles... des médailles, etc.! Mais le changement de nature de classe du combat mené par les paysans ne résout pas tous les problèmes posés par la nature de la structure syndicale: qu'aurait fait un syndicalisme révolutionnaire lors de l'attribution de l'indemnité viagère de départ par exemple l'aurait-il été compris des bénéficiaires en expliquant la vérité, c'est-à-dire que cette aumône faisait le jeu de la bourgeoisie, en apaisant les plus âgés et en donnant aux jeunes des illusions sur leur chance de s'en sortir en agrandissant leur superficie ?

Cette analyse ne signifie pas que les paysans révolutionnaires peuvent agir sans s'organiser. Elle veut simplement dire qu'ils ne peuvent s'organiser sans réfléchir, à la lumière de l'expérience ouvrière, sur la *nature des structures qu'ils vont mettre en place et sur les moyens d'éviter les pièges qui en découlent.*

Quelles peuvent être ces structures? Nous n'avons pas à trancher, mais plutôt à synthétiser les diverses solutions possibles pour poser les questions, faire avancer la recherche collective.

L'anarcho-syndicalisme. Une première orientation pourrait consister à favoriser la naissance d'une organisation locale, cantonale, départementale et nationale ayant pour objectif une présence réelle dans les luttes économiques et politiques des paysans, faisant elle-même les analyses politiques découlant de la pratique réunissant dans une même structure l'action économique et la lutte pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

Cette ligne peut paraître d'autant plus séduisante que dans un premier temps, les pouvoirs publics et le syndicalisme officiel seront hostiles à cette nouvelle organisation et répondront en accentuant la répression. Les risques d'intégration peuvent donc apparaître comme lointains, inexistantes. Mais, est-il possible à une telle structure de prendre en charge l'ensemble des problèmes de la Révolution (lutte économique, lutte politique, école, cadre de vie, armée, sexualité...), et sur quelle base le ferait-elle? Quels rapports doit-elle entretenir avec les organisations syndicales ouvrières, les partis politiques? Comment peut-elle contribuer à la naissan-

ce du mouvement politique de masse, où se fera structurellement l'unité ouvrier-paysan? Comment pourra-t-elle éviter de négocier et de prendre position sur les avantages secondaires et démobilisateurs offerts par la bourgeoisie, mais considérés comme importants par les adhérents? Une organisation des paysans-travailleurs de type syndical-révolutionnaire est-elle possible et utile en France à l'étape actuelle? Compte tenu des acquits historiques du mouvement ouvrier qui a une forte expérience en ce domaine, quelles en sont les limites?

Un syndicalisme agricole de gauche Une partie de la minorité du CNJA sera peut-être tentée, avec l'appui de militants présents dans les structures FNSEA, par une voie plus simple, moins neuve pour le milieu: la constitution d'une organisation syndicale agricole de gauche, reniant le caractère patronal du CNJA et de la FNSEA prenant en charge les luttes des paysans exploités, dialoguant avec tous les partis politiques pour distinguer syndicalisme et politique, incitant ses militants les plus avancés à se «former» politiquement soit à Paysan en lutte soit au PSU, soit au contact de la Gauche prolétarienne. Mais comment une telle organisation échappera-t-elle au corporatisme représenté par sa structure?

Ne deviendra-t-elle pas «apolitique», par la force des choses, en distinguant syndicalisme et politique, ce qui signifie pour elle l'engagement dans une pratique réformiste? Est-il suffisant, est-il révolutionnaire de se contenter d'obtenir 2, 5, 10, 20 centimes de plus par litre de lait ou 3 F par degré-hecto? Ne deviendra-t-elle pas très vite un appareil

coupé des masses, tenté de les utiliser, de les manipuler?

Les groupes autonomes de base C'est la solution proposée à la discussion des lecteurs du n° 8-9 de *Paysan en lutte*, toutes les autres étant soit ignorées, soit combattues. C'est aussi celle du journal de la *Cause du peuple*. Elle permet d'éviter les risques bureaucratiques contenus dans des structures de type «appareil». Elle offre la possibilité de présence militante aux luttes concrètes de la base. Elle reste à un niveau assez informel pour ne pas courir le risque de négociations avec l'adversaire. Elle permet d'utiliser les structures existantes chaque fois que ce moyen est efficace et de dénoncer leur trahison lorsqu'elles bloquent les luttes et lorsqu'elles mystifient les paysans.

Mais où et comment se fera la confrontation des expériences, des actions? Où s'établiront les liaisons, les luttes communes avec la classe ouvrière? Quels sont les hommes providentiels qui feront les synthèses, organiseront les communications entre les groupes et les autres catégories sociales? Comment le mouvement deviendra-t-il crédible pour la masse en restant localiste? Combien y aura-t-il de militants isolés qui finiront par se décourager? Combien d'orientations deviendront différentes, voire divergentes après quelque temps de pratiques autonomes? Est-il sérieux de prétendre que, par rapport aux responsables, la structure syndicale attire les éléments pourris et pourrit les éléments sains? (*Paysans en lutte*, n° 8-9.)

S'il en était ainsi, les militants paysans révolutionnaires de ce pays seraient singulièrement pour-

ris puisque 90% d'entre eux sont issus des structures syndicales dans lesquelles ils continuent à militer. Le risque est grand de constater que ce type de structure conduise à former de «nouveaux partisans», *enfermés dans un type d'action à base de violence minorisante*, attendant que les conditions sociales permettent de prendre le maquis pour conquérir le pouvoir au bout du fusil. Notons, d'ailleurs, que l'adversaire capitaliste dispose d'un pouvoir centralisé difficile à ébranler sans moyens comparables.

L'adhésion progressive à une centrale ouvrière.

Plusieurs militants posent plus ou moins clairement cette alternative. Matériellement, la formule permettrait de résoudre un certain nombre de problèmes techniques qui prendront plus d'acuité quand les menaces d'exclusions deviendront réalité.

Mais il s'agit de poser avant tout le problème politique. Pour un ensemble de raisons, seule la CFDT pourrait être concernée. Deux solutions peuvent être envisagées :

1) Adhésion à la FGA – Elle aurait l'avantage de mettre en présence des partenaires connaissant bien les problèmes puisqu'ils agissent sur un même secteur d'activités économiques. Elle poserait sans doute moins de difficultés de principes à la centrale elle-même qui a admis que ses relations avec les paysans passaient par la FGA.

Il est probable qu'elle ouvrirait, par contre, une crise sérieuse au sein de la FGA. Des militants ou dirigeants ayant expérimenté le travail commun à la base en liaison avec des paysans révolutionnaires seraient tentés d'y voir une progression sérieuse du

mouvement ouvrier. D'autres manifesteraient probablement leur désaccord en raison du statut de petit producteur marchand, voire patron que représentent les paysans à leurs yeux. Ceux qui, dans le secteur techniciens de l'agriculture, luttent uniquement sur des questions corporatistes sans remettre en cause le rôle que la bourgeoisie leur fait jouer, seraient sans doute les plus hostiles à la présence dans les fédérations de paysans qu'ils encadrent.

Mais, en fait, *on doit se demander si cette solution est praticable*. Le statut social des paysans comporte des différences importantes par rapport aux salariés. Pourraient-ils par ailleurs développer leur propre expérience, leur propre démarche sous la direction d'une fédération dont les dirigeants n'ont pas vécu de l'intérieur les problèmes concrets des paysans? Ces dirigeants ne seraient-ils pas tentés de les utiliser en fonction non pas des questions réelles, mais de leur stratégie propre? Le milieu paysan ressentirait sans doute ce choix comme une mise en tutelle de leur secteur par les ouvriers. De plus, les paysans seraient contraints de prendre part artificiellement à la vie d'un groupe, à ses contradictions internes, à ses diverses tendances. Les premières contradictions entre les ouvriers du secteur agroalimentaire et les paysans risqueraient de faire voler en éclats cette structure un peu artificielle. La question reste toute fois posée et mérite un débat de fond.

2) Adhésion, en tant que fédération particulière, à la CFDT – Les pesanteurs naturelles risquent d'imposer cette solution à plus ou moins brève échéance. La plupart des militants de la CFDT et des paysans radicalisés sont issus des mouvements

d'action catholique, ce qui crée des liens par-delà les itinéraires différents. Ils ont, les uns et les autres, espéré un rapprochement ouvriers-paysans sans parvenir à le réaliser concrètement. La formule concilierait le besoin d'expression particulière des paysans et les avantages de la présence dans une structure ouvrière, disposant d'une mémoire collective et de moyens pratiques. Les risques de répression seraient d'autant plus diminués que les paysans révolutionnaires d'entrée de jeu, apparaîtraient moins isolés.

Du côté de la CFDT, cette évolution structurelle la ferait apparaître aux yeux des masses comme la première organisation ayant engagé structurellement la réalisation de *l'unité des ouvriers et des paysans*. L'impact populaire serait à coup sûr considérable. Stratégiquement, la CGT et le PCF auraient du mal à organiser la riposte. Politiquement, ce type d'unité pourrait être opposé à l'unité électoraliste de la gauche.

Mais les dangers et les problèmes posés par une telle orientation ne sont pas moins évidents. Il est extrêmement probable que les camarades favorables aux groupes autonomes de base comme seule structure de lutte, la rejeteront sans compromis possibles. Le mouvement paysan, unitaire jusqu'alors, risque de connaître la groupuscularisation sans certitude de pouvoir y survivre ou tout au moins de garder un impact de masse. Le débat, décrit précédemment à propos de la FGA, aura sans doute lieu au sein de la CFDT, la FGA étant à la création d'une telle fédération. Il est donc possible que cette formule soit refusée par la centrale ouvrière.

En tout état de cause, cette solution laisse entiers les problèmes posés par les limites réformistes et bureaucratiques de la structure syndicale. Il ne résout pas, au contraire, la question de la présence des masses dans le mouvement politique révolutionnaire. Plusieurs des risques décrits dans les solutions précédentes subsisteront y compris celui d'une orientation anarcho-syndicaliste de la nouvelle fédération. Psychologiquement, beaucoup de paysans hésiteront à franchir un pas aussi grand. La double appartenance dans la période transitoire, sera sans doute refusée par la CFDT.

De nouvelles contradictions difficilement surmontables, surgiront au sein de la CFDT La description suivante n'est d'ailleurs pas limitative :

- les paysans en lutte violent facilement la légalité bourgeoise. Cette méthode peut poser des problèmes internes à la CFDT par rapport à sa pratique la plus fréquente ;
- les paysans n'accepteront pas de se soumettre sans heurts aux organes de directions de la centrale. Leur propre tradition est différente ;
- les paysans restent, malgré leur prolétarianisation, des petits propriétaires parfois spéculateurs, parfois administrateurs d'organismes employeurs de main-d'œuvre (coopération, crédit, etc.). La CFDT n'acceptera pas que son image de marque soit remise en cause par des pratiques équivoques ;
- la CFDT est amenée à prendre position contre l'augmentation du coût de la vie. Il lui faudra aussi porter la défense du revenu du producteur. L'attaque du parasitisme des circuits de distribu-

tion ne pourra pas suffire à résoudre cette « contradiction au sein du peuple » ;

- face aux industries agricoles et alimentaires, les paysans et les ouvriers se partagent, pour le paiement de leur travail, la faible masse de revenus que leur laisse le capital. Des conflits peuvent à tous les moments surgir entre les deux catégories de travailleurs ;
- les questions évoquées à propos de la FGA, notamment par rapport au secteur des services, se poseront sans doute sous forme antagoniste.

Il est probable que certaines contradictions ne pourront être résolues que par un dépassement politique de la structure syndicale. La nécessité d'un mouvement politique de masse peut alors se poser dans des termes nouveaux.

En définitive, *aucune orientation n'est pleinement satisfaisante. D'autres solutions pourront* peut-être surgir sur certains points. Cette première analyse est sûrement incomplète; l'essentiel est d'ouvrir très largement le débat. Bon nombre des militants, et notamment certains camarades de la minorité du CNJA, sont tentés d'en esquiver les aspects les plus difficiles. Ils savent que leur action collective doit tendre non seulement à améliorer les situations matérielles, mais aussi et surtout à changer le système, mais ils ont tendance à résoudre le problème par le simple contact avec les centrales ouvrières. Celui-ci, pas plus qu'une collaboration active entre organisations syndicales, n'évite les écueils du corporatisme ou de réformisme, ne permet de répondre à l'ensemble des questions qui se posent au mouvement révolutionnaire. Il est nécessaire de réfléchir

dès maintenant à l'élaboration d'une stratégie globale, définissant les objectifs et les moyens de la prise du pouvoir, stratégie dont les choix actuels ne sauraient être indépendants. Nous ne pouvons donc pas parler de l'*organisation du secteur paysans révolutionnaires* sans aborder la perspective d'un *mouvement politique à créer, qui soit vraiment l'intellectuel collectif des travailleurs.*

FAMILLE ET SEXUALITÉ
DANS LE MONDE RURAL

Critique socialiste, n° 20-21, janvier-février 1975

Pour la première fois dans les pays capitalistes avancés et au moment où déferle sur eux une crise économique sans précédent, les paysans, traditionnellement liés à la bourgeoisie, qu'ils soient fermiers ou petits exploitants, refusent de se laisser entraîner à des révoltes purement corporatistes, les conduisant à se ranger sous la houlette des plus forts, notables terriens ou néocapitalistes suivant les régions.

C'est ainsi que les révoltes (jacqueries) des plus défavorisés ont été écrasées au cours de l'histoire avec le concours de ces puissances féodales puis bourgeoises que représentaient hobereaux et notables de province, l'État fournissant par ses lois et la répression l'image de l'ennemi aux yeux de ces opprimés.

C'est une des raisons pour lesquelles le monde paysan a toujours été tenu à l'écart des grands mouvements sociaux et est resté si longtemps étranger, sinon hostile, à la lutte des classes et au mouvement ouvrier.

En 1936, le Front populaire, afin de gagner électoralement ces couches sociales, avait mis à son programme des réformes révolutionnaires: statut du fermage avec index du prix du fermage sur le rende-

ment à l'hectare, etc. office du blé afin d'éviter les spéculations qui ruinaient chaque année des milliers de petits exploitants, ébauche de la protection sociale agricole... Cela n'a pas empêché l'ensemble des paysans de voter à droite et d'être nettement hostiles à la lutte des ouvriers qui, eux, ont arraché la semaine de 40 heures et les congés payés qui n'avaient jamais été inscrits dans le programme de l'union de la gauche d'alors...

Habilement, la bourgeoisie a su empêcher toute liaison des ouvriers et des paysans et, au contraire, dresser classe contre classe ceux qui auraient pu obtenir un véritable changement social, en luttant contre leur ennemi commun. Le corporatisme, renforcé sous l'occupation et le régime de Vichy, a terminé ce travail dans le monde paysan; la lutte contre l'occupant nazi, l'aide aux réfractaires ont presque toujours été menées par les paysans par réaction patriotique et nationaliste et non dans une perspective révolutionnaire.

Le marché noir a creusé encore le fossé entre la population ouvrière des villes, affamée, soumise à toutes les exactions y compris la déportation des travailleurs, et les paysans plus aptes à se protéger et possesseurs des biens de production et de consommation.

Les causes idéologiques jouent un rôle capital dans cet état de fait; dans le milieu rural, la base même de la morale bourgeoise, de tradition chrétienne, remplacée dans certaines régions depuis la Révolution française de 1789 par une morale laïque anticléricale, est restée la famille, en tant que structure patriarcale, correspondant au type de division

du travail qu'implique la petite et moyenne exploitation.

Examinons ce que cela signifiait dans l'organisation du travail, de la famille et de la place réservée à la femme dans la société rurale et l'évolution que nous constatons aujourd'hui.

En gros, quel que soit le type de production agricole, il y avait le chef d'exploitation: le père, travaillant la terre avec un ou plusieurs fils; l'aîné, une fois marié, cohabitant avec ses parents et dirigeant avec eux l'exploitation. Toutes les responsabilités liées à la production: achats, ventes de terre, locations, production végétale ou animale, mode de culture, répartition des tâches, en un mot tous les pouvoirs de décision étaient réservés au père. Dans la répartition traditionnelle des tâches, les femmes avaient en partage l'organisation de la vie domestique, les travaux proches du foyer, l'élevage de la volaille, les soins aux animaux, jardinage et aide aux grands travaux saisonniers, tenue des comptes ménagers et souvent de l'exploitation. Les travaux ménagers reposaient uniquement sur les femmes, l'aïeule ne cédant que peu à peu son pouvoir de direction et non sans conflit parfois. Les soins, l'éducation des enfants, reposent sur les femmes seules. En contrepartie, le culte de l'épouse, de la mère, parfaite maîtresse de maison, à qui l'homme doit respect et protection la femme qui participe à des travaux pénibles, exploitée par son mari ou ses parents, amène des réactions critiques et hostiles de la part des villageois contre ses exploiters; c'est une grave entorse aux coutumes.

Comment débute l'éclatement de la cellule familiale en ce qui concerne l'organisation traditionnelle du travail?

Un premier fait: le plus grand nombre des prisonniers de guerre de 1940 à 1945 est d'origine rurale; bien des fermes d'agriculteurs restent seules pendant 4 ans pour assumer avec des parents âgés le travail sur l'exploitation; elles remplacent tant bien que mal leur mari dans les travaux durs; elles prennent aussi les initiatives de direction; elles bénéficient d'une entraide entre voisins et cultivateurs moins pénalisés par l'absence de bras masculins. Elles découvrent un autre monde par la présence de réfractaires au STO qui, en étant hébergés participent aux travaux des champs.

Ce sont peut-être là les premières jonctions entre deux mondes de travailleurs. Le retour des prisonniers qui ont passé quatre ans de captivité en Allemagne, la plupart du temps comme travailleurs dans les fermes allemandes où ils remplaçaient les maris envoyés sur les fronts de guerre, qui avaient comparé les différentes façons de vivre, de cultiver dans des pays différents, a causé pas mal de troubles et de changements fondamentaux dans la reprise du mode de vie antérieur.

Le désir de transformer et d'apporter des améliorations dans la façon traditionnelle de cultiver, de gérer leur exploitation, a souvent débuté à cette époque. La remise en cause s'est effectuée peu à peu, souvent avec conflit entre les deux expériences vécues séparément par le couple. L'accord s'est rapidement opéré sur un point précis: la modernisation, la recherche du rendement, l'amélioration des

conditions de vie et de travail aux champs et à la maison.

Les jeunes agriculteurs ont donc accueilli avec enthousiasme les facilités proposées par des plans de modernisation, de productivité, qui allaient rendre l'agriculture française la plus compétitive d'Europe. Le Crédit agricole, la MSA, la coopération, les GAEC, leur ont paru être des moyens d'arriver à un niveau de vie égal à ceux des commerçants ou artisans. Effectivement, pendant dix ans, il y a eu une progression rapide avec apparence de profits confortables et changement de mode de vie et de travail, accumulation du capital et adoption par les ruraux de l'idéologie capitaliste: libre échange, expansion, concurrence. Les femmes, du fait de la mécanisation et de la modernisation, avaient moins de travail horaire à fournir pour les tâches ménagères; elles participaient plus aux travaux des champs (diminution de la pénibilité), mais l'augmentation des prestations dans tous les domaines: travaux des champs, tenue des comptes de gestion de l'exploitation, courses en ville avec l'automobile, a fait que rarement le temps gagné par les femmes sur les travaux ménagers et autres (traite mécanique) a permis à celles-ci d'accéder aux loisirs et à la culture.

La présence d'un ou de plusieurs ouvriers agricoles sur l'exploitation les a amenées à se poser des problèmes: tout le travail fourni en dehors des tâches traditionnelles leur était-il rémunéré au même titre que ces salariés? Il ne leur semblait pas normal d'avoir des droits sociaux différents que ceux du «chef d'exploitation»: retraite, assurance-maladie et accident. Enfin, pourquoi le chef d'ex-

ploration était-il toujours le mari, pourquoi assurait-il toujours seul les pouvoirs de décision ?

La série de questions que les femmes d'agriculteurs se posent ensuite passe par le partage des tâches ménagères. Si elles assument de plus en plus au côté de leur mari des tâches réservées à eux seuls autrefois, il n'en reste pas moins que les tâches ménagères restent leur apanage (cuisine, nettoyage, entretien des locaux et du linge). Elles constatent que la modernisation et les progrès techniques ne leur ont pas apporté une amélioration de leurs conditions de vie, mais souvent au contraire de nouvelles contraintes et une fatigue accrue. Les échanges qu'elles ont avec d'autres femmes vivant à la ville et travaillant comme salariées, leur apprennent deux choses: accès de ces femmes à un budget personnel, évolution de la mentalité des maris qui partagent de plus en plus les tâches ménagères du fait que leur épouse travaille comme eux. Elles se demandent de plus en plus pourquoi, à la campagne, les rôles échus à chaque sexe restent dans ce domaine ce qu'ils étaient autrefois. Elles commencent à poser ces revendications au sein de la famille.

Il faut remarquer ici qu'une prise de conscience politique dans le milieu agricole peut permettre une évolution rapide des rapports hommes-femmes; les contraintes peuvent être partagées, discutées au sein du groupe afin de définir une autre organisation; plus facilement que dans le milieu ouvrier, il y a possibilité de remettre en cause la répartition du travail, des tâches. L'éclatement de la famille en milieu urbain est dû à des conditions économiques et sociales: logement loin du travail pour le mari,

transport, isolement de la femme et des enfants par rapport au père, ignorance du contenu du travail masculin. En milieu rural, il y a connaissance permanente des conditions de travail de l'homme, de la femme, de la présence des enfants.

Il est remarquable que cette évolution ait été constatée d'abord dans les GAEC (Groupements agricoles d'exploitation en commun) où le travail en général a été envisagé sous d'autres formes, d'abord collective avec rotation des tâches et aussi par les femmes dans leur domaine réservé: garde en commun des enfants, remplacement des malades, conduite des enfants à l'école, prise de congés... La vie collective a permis aussi aux femmes de reprendre les échanges (la machine à laver individuelle avait supprimé les rencontres au lavoir), les achats au super-marché font disparaître les discussions chez les commerçants locaux, la télévision supprime les veillées campagnardes avec récits et discussions. Dans les autres milieux agricoles les femmes de plus en plus isolées subissaient leurs conditions sans en prendre réellement conscience et cela peut expliquer l'augmentation des maladies mentales, de l'alcoolisme, dont certaines études et statistiques émanant de centres psychiatriques locaux font mention. Ne parlons pas des conflits familiaux étouffés qui se traduisaient également par une augmentation chez les hommes et chez les aïeux des mêmes phénomènes.

Signalons enfin la rareté des femmes épousables dans de nombreux départements.

Que devient le couple au travers de ces changements profonds du milieu social ?

De même que pour le travail, on peut penser que les premiers ébranlements des structures patriarcales de la famille sont intervenus dans la vie du couple pendant l'Occupation et la détention pendant 4 ans des maris prisonniers, du fait de la séparation des couples et des expériences vécues de part et d'autre en dehors de la cellule familiale.

Alors que les mœurs campagnardes admettent volontiers que le mari ait des rapports sexuels avec d'autres compagnes, surtout si cela se passe loin du foyer conjugal et sans nuire à son équilibre apparent, la femme est tenue à une vie d'épouse exemplaire, c'est-à-dire: respect absolu de la fidélité conjugale, de son rôle de mère, acceptation de toutes les maternités avec ce que cela comporte de soins à donner aux enfants, à l'éducation primaire qu'elle véhiculera dès le plus bas âge, respect du père et des aïeux. Ce rôle de la mère dans l'éducation consiste dès le premier âge à inculquer chez l'enfant l'idée que le garçon devra suivre l'exemple du père et lui succéder; et chez la fille l'exemple de la mère dans le même but: elle devra, comme sa mère, se marier et contribuer à créer une autre cellule semblable à celle où elle a vécu son adolescence. *La mère est donc objectivement considérée comme une reproductrice de force de travail* C'est ainsi qu'à la campagne un couple sans enfant est considéré comme une tare; c'est une anomalie qui pose problème, liée à l'angoissante question de la succession: comment perpétuer la propriété, faire fonctionner l'exploitation sans héritier? Ainsi le problème est

abordé de façon différente suivant qu'il s'agit d'une famille de commerçant villageois, de petit artisan, d'employé municipal, mais chez un exploitant, c'est bien une tare.

Qui assurera la continuité sans descendance, les cultivateurs, qu'ils soient propriétaires ou fermiers, ne conçoivent plus de but valable à leur labeur, au mode de vie et aux valeurs qu'ils y trouvent. Rares sont ceux qui recourent à l'adoption; ils recherchent d'abord dans la filiation la plus proche: neveu, frère, un palliatif à la transmission directe, tant l'esprit de possession matérielle est lié à l'acte de procréation.

Longtemps, dans ces cas de stérilité, seule la femme était pénalisée; le mari pouvait même, avec l'approbation du milieu rural, ériger un fils adultérin en enfant légitime et héritier. C'était aussi dans le souci de prouver sa propre virilité.

Il n'y a de véritable conflit que s'il répudie son épouse légitime pour imposer la mère de l'enfant dans le rôle de celle-ci.

Dans certaines régions: arrière-pays méditerranéen, le garçon qui restait au mas en vue de faire souche commençait par séduire une jeune servante, souvent sortie de l'Assistance publique, puis il vivait maritalement avec elle après qu'elle lui eut prouvé, par ses qualités et son amour inconditionnel, qu'elle était capable d'assumer le rôle de mère. Il ne l'épousait qu'après qu'elle lui ait donné un fils, les filles n'étaient même pas reconnues (celles qui étaient nées avant le mariage).

Quand on s'adresse à quelque vieille provençale respectable de nos villages, enfin d'avoir des nou-

velles de son mari, elle vous répond encore en parlant de lui Lou Mestre: le Maître. Ceci est de plus en plus rare car les jeunes femmes ont fini par désertier complètement ces villages; les exploitants et les bergers sont à 90% célibataires; cela commence aussi à poser le problème du départ quasi-total de la population rurale de ces régions: villages complètement abandonnés.

À la campagne, le type d'éducation qui est transmis au sein de la famille paysanne est différent suivant le sexe dès le plus jeune âge et en général ceci n'a guère changé. Le jeune garçon devra développer sa force physique afin d'assumer les travaux les plus rudes, apprendre avec son père les routines et les secrets du métier; toutes les qualités physiques répondant à ces aptitudes seront développées et exaltées, les défauts seront combattus. Il est toujours préférable que l'aîné des garçons possède le maximum de ces qualités, car lui seul est automatiquement désigné pour succéder à son père sur l'exploitation.

C'est une véritable catastrophe quand un fils aîné se voit supplanté par un cadet dans ce rôle. Par contre, le jeune garçon trouvera parmi ses sœurs des suppléantes à la mère pour le servir, entretenir son linge, le soigner... De même pour les loisirs: il participera très tôt aux sports et distractions masculines: chasse, rugby, foot, le café ou le jeu de boules. En ce qui concerne l'éducation sexuelle, c'est encore le père qui exaltera la virilité chez le jeune garçon; il lui expliquera très jeune qu'il doit se conduire en mâle, et même s'il est issu d'un milieu chrétien, le père s'efforcera de convaincre son fils du peu de

valeur des interdits religieux en ce qui concerne la virginité de l'homme avant le mariage. Il en reviendra souvent aux exemples de la nature, nécessité pour le mâle de dépenser sa virilité, soumission de la femelle. Le père s'efforcera d'éviter les contradictions apparentes entre le respect toujours dû à la mère et la nécessité réservée aux filles seules d'arriver vierges au mariage. Il s'agira de rassurer le garçon en lui expliquant avec qui il pourra réaliser ses expériences sexuelles, et où.

Autrefois c'était le père qui emmenait son fils à la maison de tolérance, lui indiquait les filles perdues du village (de préférence voisin), le mettait en garde contre les risques de maladie vénérienne, et parfois même lui indiquait de jeunes servantes qu'il avait lui-même initiées à la vie sexuelle. Tout cela devait se passer sans que la mère, les sœurs et l'aïeule en soient informées; il existait tout un code à respecter.

Les jeunes garçons échangeaient volontiers leurs expériences entre eux au cours de rencontres dans les cafés, sur les champs de foire, aux réunions sportives où ils se retrouvaient entre hommes.

L'éducation sexuelle des filles était, par contre, à peu près inexistante; elle était remplacée par toute une série d'interdits sur tout ce qui se rapportait au sexe et à la procréation. Elle était largement diffusée par la mère et l'aïeule transmettant l'éducation religieuse avec tous ses tabous liés à la notion de péché (les filles ne devaient jamais se dénuder, y compris pour l'hygiène et les soins intimes). Même dans les régions où régnait l'anticléricalisme, cette morale, devenue laïque, était inculquée au sein de la famille et à l'école.

L'essentiel était que la jeune fille arrive vierge et ignorante au mariage; son mari lui ferait découvrir l'amour, sans plus de précisions. La notion de mariage étant seule capable d'apporter à la jeune fille le bonheur, était idéalisée par la mère qui évitait de faire mention du plaisir physique. Le résultat de cette ségrégation a favorisé le développement de l'homosexualité féminine, d'ailleurs bien admise parce que discrète et sans conséquence. Pendant longtemps, les pratiques incestueuses entre père et fille, beau-père et bru ont été répandues dans les campagnes, surtout dans les régions où la famille vivait de façon patriarcale et quasi autarcique.

Tout ce système bien établi n'existait pas sans provoquer des conflits entre générations: les heurts naissaient, car la bru passait brutalement sous l'autorité de ses beaux-parents qui se mêlaient des problèmes même intimes du jeune couple. Si la jeune femme ne s'insérait pas dans sa nouvelle famille, cela ne pouvait être que de sa faute. Même réaction sur l'acceptation de la maternité et de sa capacité d'enfanter avec joie. Les aïeux se chargeaient de s'assurer de la fidélité conjugale de la jeune épouse, puis de son rôle de mère et d'éducatrice des enfants afin de perpétuer les traditions. Finalement, dans tous les conflits, c'est toujours le père par rapport au fils, le mari par rapport à sa femme, qui tranche et sanctionne.

L'évolution des mœurs dans le milieu paysan a suivi le même chemin que celui des changements intervenus après-guerre dans l'organisation du travail.

Des méthodes de contraception et d'avortement étaient couramment employées et acceptées en milieu rural avant et pendant le 18^e siècle; l'enfant faisait partie de la collectivité humaine au même titre qu'un adulte, le libertinage était la libre expression des plaisirs de la chair.

La répression religieuse a commencé à culpabiliser ceux qui avaient recours à ces méthodes en milieu populaire au 19^e siècle. Devenue laïque elle s'est intensifiée après la Révolution française sous l'effet de la place réservée à l'enfant dans la société bourgeoise, axée sur la propriété et l'héritage.

Depuis, ces méthodes, recettes de bonnes femmes se sont pratiquées de façons occultes, réprouvées par l'opinion, réprimées par la législation, codifiées par l'Église qui ne reconnaissait que l'abstinence et le coïtus interruptus comme méthode de contrôle des naissances.

Les femmes, jusqu'à notre époque, n'ont pas cherché à contester cet ordre établi bien qu'elles en subissaient les conséquences dramatiques.

Mais aujourd'hui, les grands débats sur l'émancipation des femmes, l'éducation des enfants, la sexualité, l'avortement et la contraception qui sont repris dans le mouvement ouvrier par les travailleuses, viennent d'apparaître dans les secteurs agricoles où s'est développé le modernisme.

La vie des femmes dans certains GAEC, la politisation anticapitaliste des luttes des paysans-travailleurs, la participation des femmes de plus en plus nombreuses aux actions, les discussions dans les organismes syndicaux ou mutualistes, les ont ame-

nées à contester leur travail des champs, mais aussi leur type de vie.

Dans les milieux ruraux où la structure familiale est restée plus traditionnelle chez les petits paysans, le rejet de leur situation d'opprimées a conduit les femmes à fuir ce milieu; les jeunes filles vont travailler à la ville ou à l'usine la plus proche; elles refusent d'épouser des cultivateurs. Elles recherchent en dehors de l'atmosphère répressive de la famille et du village (la peur du qu'en dira-t-on), la participation à une vie sexuelle normale.

Parallèlement, les femmes d'âge moyen abordent volontiers ces problèmes dans les associations de parents d'élèves lors des rencontres avec des militantes du Planning ou du MLAC, ou encore avec des conseillères conjugales et assistantes sociales.

Elles remettent en cause leurs conditions de vie antérieures et demandent que puisse être donnée une éducation sexuelle aux jeunes ruraux, filles ou garçons. Comment, à partir de là, concevoir dans une autre société la place des femmes par rapport aux hommes autrement que dans le schéma actuel dominée-dominant?

Pour faire avancer la prise de conscience des femmes et ensuite de leurs partenaires, sur ces problèmes, pour qu'elles puissent s'unir contre toutes les formes d'oppression masculines et capitalistes, il est nécessaire qu'elles cessent de s'isoler ou de fuir le milieu rural, et qu'elles prennent exemple sur celles qui ont compris, dans des rencontres ou des expériences de vie et de travail collectif, la nécessité de lutter ensemble.

